

Critique Communiste

Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)

N°81

JANVIER 1989

20 F

- ◇ Crise
du capitalisme et
revenu minimum
- ◇ Sur le livre
de Patrick Tort,
Marx
et le problème
de l'idéologie
- ◇ Contributions
pour le
IX^e Congrès
de la LCR



REVENU MINIMUM D'INSERTION ET PAUVRETE

L'ANNEE DE LA DIGNITE

Le monde capitaliste s'émerveille du bilan économique de l'année 1988 : malgré le krach boursier d'octobre 1987, qui semblait augurer d'une récession majeure, la croissance a redémarré au rythme de 4 % l'an dans les vingt-quatre pays de l'OCDE. Mais il ne s'èmeut pas du prix de cette richesse : l'enfoncement inexorable du tiers monde dans une misère effroyable...

Le petit monde politique français se congratule de sa grande réforme : l'instauration d'un revenu minimum d'insertion. Voilà la pauvreté traquée, sinon vaincue. A raison de deux mille francs par mois, assortis de solides conditions pour parer au risque de favoriser paresse et marginalisation. Tentation toujours présente. Surtout lorsqu'on n'a pas d'emplois à proposer. Et, comme à l'impossible nul n'est tenu, des emplois, malgré la croissance, il n'y en a pas. Surtout dignes de ce nom.

La *dignité*, voilà un mot que le capitalisme a définitivement rayé de son vocabulaire. Pour les exclus du système, bien sûr, mais aussi pour les salariés en général, contraints de lutter pied à pied pour faire reconnaître leurs droits... Et aussi pour lui-même, puisqu'il se satisfait à bon compte de l'injustice et de l'irrationalité qui sont ses lois.

Le droit à la dignité, en cette année bicentenaire de la Révolution française, n'est-ce pas une exigence qui appelle à soulever le monde ? Ce qui suppose de forger les instruments nécessaires à cette entreprise, tâche toujours à reprendre... Et nous voici venus à la préparation du IX^e Congrès de la LCR. A quelques jours de sa tenue, une bonne partie de ce numéro est en effet consacrée à la tribune de discussion pour ce congrès.

Sous des formes qui peuvent parfois apparaître quelque peu déroutantes, c'est bien de cela dont nous discutons : comment construire, ici et maintenant, le parti nécessaire au prolétariat pour sa libération et la conquête de sa dignité pleine et entière ? Que l'année 1989 permette des pas en avant réels sur cette voie, tels sont les vœux que nous formulons pour la nouvelle année. Nul doute que ces vœux concernent aussi nos lectrices et lecteurs.

SOMMAIRE

4 Revenu minimum d'insertion et pauvreté, par Elie Nicolas.

9 Crise du capitalisme et revenu minimum, par Maxime Durand.

11 Marx et le problème de l'idéologie (sur le livre de Patrick Tort), par Michael Löwy.

15 Les Verts allemands : socialisme et écologie, par Michael Löwy.



17 Le choix nécessaire, par Pierre Bron et Michel Hoffman.

20 Le mauvais choix.



23 Tribune de discussion pour le IX^e Congrès de la LCR.

Illustration de couverture : Willi Baumeister, *Tête*, Stuttgart, 1923.

Revenu minimum d'insertion et pauvreté

ELIE NICOLAS

LE PARLEMENT a donc débattu début octobre du projet de loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'a finalement adopté. Grand projet, chargé de marquer une rupture dans la gestion gouvernementale par rapport au gouvernement conservateur de Jacques Chirac, il aura eu pour effet que se dégage pour l'essentiel un consensus.

Il est vrai que le PCF avait préparé le terrain en déclinant sa position en trois temps : premièrement, il revendique le revenu minimum à 80 % du SMIC revendiqué, soit quatre mille huit cents francs bruts ; deuxièmement, dans l'immédiat, une attribution d'urgence de l'allocation solidarité majorée, soit trois mille francs ; dernier temps, il vote le projet de loi à deux mille francs.

Ce consensus est-il vraiment surprenant au vu du contenu de ce projet de loi ? Pour la première fois, un texte de loi se préoccupe de la pauvreté, grande délaissée de toutes les politiques sociales. Il est donc légitime que nous l'abordions à la fois avec un grand intérêt et en même temps avec prudence, car le terrain est bien souvent piégé : charité/assistance ou, au nom du refus de la charité, l'indifférence ? Gestion de la pauvreté ou les moyens d'y mettre fin ?

QUI EST PAUVRE ?

La définition de la pauvreté est en fait plus compliquée qu'il n'y paraît, surtout lorsqu'il s'agit de la quantifier. Plusieurs critères sont à prendre en compte. Le premier est sans doute le revenu, mais il n'est pas le seul : il faut intégrer le logement, l'éducation, la santé... Une approche qui ne prendrait en compte que le critère du revenu serait largement insuffisante et même inadéquate pour faire face aux problèmes que rencontrent les pauvres.

Pour ce qui concerne le revenu, plusieurs seuils peuvent être envisagés. Le projet de loi initial a commencé par retenir le chiffre de cinq cent mille personnes en état de pauvreté. La mouture finale envisage qu'un million cinq cent mille person-

nes (soit 3 % de la population) soient concernées. La pauvreté, toujours selon le projet de loi, cesserait donc au delà de deux mille francs pour une personne seule, trois mille francs pour un couple, soit mille cinq cent francs par personne, et quatre mille deux cents francs pour un couple avec deux enfants, soit mille cinquante francs par personne. La ventilation des dépenses (répartition prenant en compte les coefficients budgétaires des ouvriers spécialisés sur la base de deux mille francs) laisse pantois :

Alimentation à domicile :	456,00 F
Cantine, restaurant :	60,00 F
Occupation du logement :	444,00 F
Équipement du logement :	152,00 F
Automobile :	308,00 F
Transports en commun :	14,00 F
Habillement :	168,00 F
Santé :	88,00 F
Culture et loisirs :	144,00 F
Vacances :	34,00 F
Divers :	132,00 F

D'autres seuils existent : la CEE le considère comme étant en deçà de 50 % du revenu net moyen du pays, soit un peu plus de 60 % du SMIC (et devrait donc concerner trois millions huit cent mille personnes). L'OCDE prend le seuil de 80 % du SMIC pour une personne seule. Quant à nous, nous continuons à considérer que le mode de fixation du SMIC et la réalité de son niveau aujourd'hui font qu'il est un revenu minimum, au sens propre du terme, à savoir le minimum pour vivre de façon décente. D'autant plus que le RMI est une allocation différentielle, c'est-à-dire que son montant est fixé déduction faite des autres sources allocataires (dont les allocations familiales). Le revenu minimum devient pour les pauvres un revenu maximum.

D'ores et déjà se posent deux problèmes quant à la réalité de l'effort envisagé : un million cinq cent mille bénéficiaires alors même que les enquêtes d'ATD-Quart Monde avançaient, « avant la crise de l'emploi, l'estimation de deux à trois millions de personnes en situation de grande pauvreté¹ », estimation reprise par J.-M. Belorgey, avant qu'il ne soit le rapporteur de la commission à l'Assemblée

nationale²; une allocation d'un montant manifestement insuffisant.

Mais le problème ne se limite pas au nombre de bénéficiaires. D'autres problèmes subsistent quant aux bénéficiaires eux-mêmes. En effet, il s'agit d'un revenu familial et non individuel. Et l'on aboutit ainsi à considérer que dans un couple le chef de famille reçoit l'équivalent de deux mille francs, et sa conjointe mille francs : la (sa ?) moitié. Les jeunes de moins de vingt-cinq ans, pour que le RMI ne soit pas mis en concurrence avec les TUC et SIVP, sont donc exclus du bénéfice de ce RMI (sauf s'ils sont chargés de famille).

On ne peut donc dire que ce texte de loi est, d'un point de vue quantitatif, à la hauteur de l'enjeu.

Mais là où le problème est plus grave, c'est qu'il se transforme de fait en grande mesure charitable et non comme une réponse devant mettre fin à la pauvreté. Et ce pour plusieurs raisons. La pauvreté ne peut être appréhendée sous le seul angle du revenu, même si celui-ci est évidemment essentiel. En réalité, l'entrée dans la pauvreté se traduit par des phénomènes de marginalisation et de désinsertion sociale tels qu'il devient extrêmement difficile d'en sortir. Toute politique de revenu nécessiterait donc un plan d'accompagnement composé de deux volets : les moyens d'une réinsertion et la création d'emplois sans laquelle il est illusoire de penser vaincre la pauvreté.

LA MARGINALISATION SOCIALE

Plusieurs éléments démontrent que l'entrée dans la pauvreté est un enchaînement de handicaps qui s'accumulent : la santé, la qualification, la mobilité d'exclusion, le logement...

◆ La santé

Faibles revenus, mauvais logements (voire pas de logements du tout), travaux les plus pénibles : comment ne pas être confronté à des problèmes de santé quasi insolubles.

Des problèmes de santé suite à des accidents du travail ou des invalidités partielles dues aux conditions de travail sont

souvent à l'origine d'un processus d'exclusion du monde du travail. Les études d'ATD-Quart Monde montrent que les difficultés d'investissement dans le travail ne relèvent pas d'une paresse ou autre aversion à l'égard du travail, mais bien souvent de problèmes de santé non détectés ou jugés insuffisants pour justifier une invalidité. *« Il a fallu par exemple deux hospitalisations à un travailleur embauché en mars 1979 pour que des problèmes cardiaques soient découverts. Auparavant, tous ses employeurs le considéraient comme un paresseux, car il était souvent assis pendant les heures de travail. Pour un autre, un diabète fut découvert après une analyse de sang, qui fut le résultat de plusieurs mois d'efforts pour le convaincre de consulter un médecin, alors qu'il ne se faisait jamais soigner³. »*

N'est-il pas significatif que l'espérance de vie dans les milieux de grande pauvreté soit comprise entre cinquante et cinquante-cinq ans ? Les travaux les plus pénibles les condamnent bien souvent.

◆ Peu de durabilité dans l'emploi

Comment s'étonner dès lors que nombre des « sous prolétaires » ne puissent rester longtemps à un même travail. Et pourtant, la santé est rarement le point de départ de cette forte mobilité, c'est bien plus le type d'emplois qui leur est réservé. La « flexibilité » est d'autant plus forte que les travaux sont peu qualifiés et que la taille de l'entreprise est faible. De plus, les secteurs dans lesquels ils se retrouvent sont des secteurs « à hauts risques » avec de fortes variations saisonnières, comme le bâtiment. Il faudrait bien sûr ajouter l'importance des travaux non déclarés qui ne sont donc soumis à aucune obligation de protection d'emploi. Cette mobilité est souvent présentée comme étant choisie. Or l'enquête sur le terrain démontre bien au contraire une forte aspiration à un emploi durable, vécu comme le seul moyen d'être reconnu socialement, de recouvrir un statut non dévalorisé. Mais, déqualifiés ou faiblement qualifiés (et, quand ils le sont, cette qualification ne leur est pas reconnue), ils éprouvent de telles difficultés pour obtenir un emploi que le taux de chômage est quatre à cinq fois plus élevé dans le milieu de la pauvreté.

Dans le même temps, la nécessité de revenu immédiat et stable amène ces travailleurs à accepter les travaux les plus pénibles au détriment d'un travail plus qualifiant mais épisodique. La notion de petits boulots recouvre donc ici une dimension quantitative (durée limitée) mais aussi qualitative (peu ou pas du tout qualifiant, voire même souvent déqualifiant au vu des conséquences sur la santé). « On s'est présenté à six personnes. Quand ils ont vu que c'était un intérim pour dix jours et dangereux, ils ont tous refusé. Dix jours, c'est toujours ça pour nourrir les gosses. J'avais plus d'ASSEDIC, plus rien. J'étais obligé de dire que je voulais bien y aller. Ça fait plus de deux mois que j'y suis. On est quatre à fabriquer de la lessive. C'est très dangereux. Je respire des gaz toxiques, d'acide sulfurique et d'ammoniaque, de toutes sortes. Des fois, je prends six masques, mais ça ne fait rien. Normalement, on devrait boire du lait, mais on nous donne de la limonade. On a des gants, mais on transpire et ça abîme les mains. (...) C'est dur... mais je me cramponne... obligé. Je suis content d'avoir eu cette place. Depuis que je travaille, la vie est mieux, on s'entend mieux à la maison. Je peux amener ma paie à la fin du mois. Mais ils m'ont foutu dehors comme un chien⁴. »

Ces travailleurs sont alors de plus en plus marginalisés par rapport à la classe ouvrière, car désinsérés.

◆ Faiblement qualifiés

Près de 60 % des chefs de famille n'ont aucun diplôme. « Une enquête menée par l'ISMEA en 1976 faisait ressortir que 85 % des hommes et des femmes de l'échantillon [parmi la pauvreté] avaient quitté le système scolaire entre douze et quatorze ans. Moins horifiant, le constat n'en est pas moins lourd parmi les deux mille familles de Reims analysées par l'INSEE : un enfant sur sept est classé "déficient intellectuel" et placé dans des classes spécialisées. Passé seize ans, l'exclusion est encore accentuée : 58 % n'ont aucun diplôme et seul moins d'un adolescent sur quatre fait encore des études. 55 % ont certes un emploi, mais déjà un sur trois est au chômage ou sans activité⁵. »

La reproduction sociale de la pauvreté est donc extrêmement forte, et le système scolaire en est un vecteur puissant. C'est bien en ce sens qu'il est justifié de parler d'engrenage de la pauvreté. N'ayant pas de qualification reconnue, on ne leur propose que des emplois pénibles et déqualifiants qui les empêchent de pouvoir postuler à d'autres emplois. Le chômage alimente alors un nouveau flux de travailleurs en voie de déqualification. Il y a alors un glissement d'un chômage de mobilité à un chômage d'exclusion, pour reprendre les termes d'ATD-Quart Monde.

◆ Le logement, révélateur d'une situation dramatique

De faibles revenus, de moins en moins de perspectives d'en avoir de façon durable aboutissent à une dégradation considérable des conditions de logement. Familles plus nombreuses que la moyenne, elles habitent dans des logements plus petits où le confort est un mot inapproprié : l'INSEE estimait en 1978 que trois millions de logements ne disposaient que de l'eau courante.

Concentrés dans certaines zones, les ghettos sont aujourd'hui une réalité incontournable. L'accumulation des impayés, alors que le loyer est la dépense assumée prioritairement par ces familles, justifie le non-entretien des immeubles. Au bout de quelques années, la réhabilitation est engagée pour insalubrité. La procédure d'expulsion aussi, sans garanties réelles de relogement, surtout pour les familles en retard de loyers.

De 1980 à 1984, le nombre d'expulsions locatives a été multiplié par quatre. Et les expulsés rejoignent les sans-logis : près de vingt mille sans-abris dans la capitale. Dans 80 % des cas, les dettes de loyer sont dues au chômage et à l'insuffisance chronique de ressources.

Mal logés, mal chauffés, mal nourris et concentrés dans des ghettos souvent loin des lieux de recherche d'emplois, peu qualifiés et souvent absorbés par des travaux informels qui ne rapportent presque rien (mais plus que rien), la marginalisation s'installe et s'accroît. Les troubles psychiques deviennent dans ce contexte totalement compréhensibles et sont l'ultime phénomène rendant toute réinsertion

quasi impossible. Et pourtant, la volonté de travailler est extrêmement forte.

Or, la seule réponse du projet de loi à cet ensemble de difficultés est d'octroyer un revenu, insuffisant au demeurant, comme si ce revenu allait garantir la réinsertion. Il est donc légitime de penser que, d'ici quelques années, voire quelques mois après l'entrée en application de la loi, les commissions locales chargées du suivi des bénéficiaires pourront faire le constat que peu d'entre eux sont engagés dans un processus de réinsertion. Preuve de leur mauvaise volonté, ou de la paresse légendaire des exclus, il sera justifié de suspendre le versement de ce RMI pour une certaine période au moins. L'assistance n'est pas loin, avec son cortège d'humiliations et de précarité.

Il est impensable de ne pas engager une série de mesures dans les domaines de la santé (la couverture sociale est extrêmement fragile, sans parler des mesures à abroger immédiatement comme le forfait hospitalier...), du logement (garantir le logement et sa salubrité, ce qui supposerait notamment l'abrogation de la loi Méhaignerie) et de la formation.

Dans ce dernier cas, nous touchons le volet réinsertion du projet de loi.

LA REINSERTION DANS LE PROJET DE LOI

Il n'est pas innocent que ce soit dans ce domaine que la droite ait tenté son offensive parlementaire pour des modifications du projet. Et pourtant, celui-ci est quelque peu lapidaire dans ce domaine.

Un conseil départemental d'insertion doit être mis en place. Celui-ci « indique les besoins à satisfaire compte tenu des caractéristiques des personnes susceptibles de bénéficier du revenu minimum à court et à moyen terme ». Quant à la participation financière des départements à ces actions de réinsertion, elle sera de l'ordre de 20 % des dépenses engagées par l'Etat au titre des allocations du RMI. Cela signifie que le département va dépenser moins de trois cents francs par bénéficiaire pour assurer la réinsertion !

Pour bénéficier de l'allocation, l'intéressé doit souscrire l'engagement de par-

ticiper aux activités d'insertion qui lui seront proposées ». Et, comme le texte initial a été jugé insuffisamment explicite, un amendement a précisé que, si l'intéressé ne respecte pas le contrat d'insertion, le versement de l'allocation sera suspendu jusqu'à un nouveau contrat. Mais aucune garantie quant au contenu du contrat n'est évidemment donnée.

Enfin, les commissions locales d'insertion vont avoir un rôle renforcé et leur composition ne peut qu'inquiéter car rendant facile le développement d'un clientélisme notoire : un représentant de l'Etat, un membre du conseil général, le maire,...

Quant au contenu des contrats de réinsertion, il recouvrerait des activités pouvant prendre la forme d'activités d'intérêt collectif, de stages en milieu professionnel, etc.

Ce texte de loi se situe donc dans le droit fil des politiques mises en place par les municipalités de droite comme de gauche et des contrats locaux de réinsertion du gouvernement Chirac. Pour ceux-ci, l'allocation y est forfaitaire et égale à deux mille francs, versés aux personnes appartenant à un ménage — au sens INSEE — démunie de toutes ressources provenant du travail. En contrepartie, le bénéficiaire s'engage à effectuer une activité à mi-temps d'intérêt général auprès d'associations, collectivités territoriales ou établissements publics. En fait, ces deux mille francs, loin d'être un revenu minimum, ne sont que la rémunération — à la sauce libérale — du travail effectué !

Dans les soixante et onze départements où les conventions ont été signées en 1987, on totalise dix-huit mille bénéficiaires, soit cent quatre-vingt-un en moyenne par département...

Derrière cette obligation de réinsertion, nous retrouvons la panoplie utilisée dans le cadre du « traitement social du chômage ». Le bilan de cette panoplie est pourtant bien négatif sur le plan de la réinsertion.

Sous le prétexte du refus de l'assistant, et donc de la nécessité d'une contrepartie, le développement de ces contrats d'insertion risque fort de renforcer la multiplication de statuts sous-qualifiés, peu rémunérés, et participant de l'offensive pour une baisse du coût salarial. Ce dont témoi-

J. X. Godinot, les Travaux
leur sous-traitants,
Science et service. Quant
Mondet.
J. J.-M. Belorgey, la
Général et les autres.
J. X. Godinot, ibid.
4. Témoignage au cours
d'un forum ATD-Quart
Mondet.
J. P. Buisson, Genépi-
gement de la pauvreté
sur fond de crise en
France.
6. Interview de R. Sou-
ble, le Monde. Observa-
leur du 29 septembre
1988.

gne à sa façon R. Soubie, ancien conseiller social (sic) de Chirac et Barre dans une interview au *Nouvel Observateur* : « Soyons sincères. Bien des mesures du traitement social du chômage — TUC, SIVP — ont une apparence noble : favoriser la réinsertion ou donner une réelle qualification. La vérité profonde est tout autre. Ces mesures ont pour objet principal de tourner la législation actuelle sur le SMIC, de façon à pousser les employeurs privés ou publics à embaucher (...) Jamais un gouvernement quel qu'il soit ne touchera au SMIC, qui a une valeur quasi mythique dans la société française. Mais chacun s'emploie — c'était vrai avec Chirac et c'est encore vrai aujourd'hui — à mettre en place des procédures qui le remettent en question sans le dire. En France, les mots et les apparences ont une telle importance que, quelquefois, comme disait ce brave Descartes, on avance masqué⁶. »

Pour autant, la multiplication de ces sous-statuts ne garantira en rien l'insertion des bénéficiaires du RMI. Celle-ci ne pourra se réaliser tant que le nombre d'emplois proposé sera insuffisant. Encore une fois,

la responsabilité du chômage est reportée sur les victimes elles-mêmes, puisqu'il est sous-entendu qu'elles n'ont pas d'emploi parce qu'elles sont désinsérées. Or, si elles sont désinsérées, c'est bien fondamentalement parce qu'elles n'ont pas d'emploi.

DES EXIGENCES MINIMALES

L'effort envisagé est donc nettement insuffisant, même s'il est indéniable que, pour les futurs bénéficiaires, deux mille francs par mois, ce n'est pas rien. Mais, pour autant, nous ne pouvons considérer que ce projet de loi va vers une liquidation de la pauvreté. En réalité, non seulement il ne permet pas aux bénéficiaires de vivre de façon décente, matériellement, mais il ne donne pas les moyens d'aller à l'encontre des phénomènes de marginalisation et de dégradation de la situation matérielle et psychique qu'engendre la pauvreté. Enfin, la notion de contrat de réinsertion révèle une hypocrisie notoire. Le contrat suppose des obligations des deux parties. Or, dans ce cas, s'il est clair que pour le bénéficiaire du RMI la rupture du contrat est brutalement envisagée et les obligations définies, pour l'Etat aucune obligation réelle n'existe. Nous pouvons même d'ores et déjà dire que l'Etat ne remplira pas ses obligations de réinsertion car il ne s'en est pas donné les moyens.

Nous ne sommes pas dépourvus d'expériences, et le bilan du traitement social du chômage en est un exemple malheureux.

En ce sens, il est évident que ce projet de loi est bien en deçà des exigences minimales : 1. le revenu minimum doit être généralisé, octroyé à toute personne, quels que soient son âge et sa nationalité, ayant des ressources inférieures au minimum prévu ; 2. l'octroi de ce revenu doit être permanent tant que la situation de pauvreté perdure ; 3. le versement doit être automatique sans conditions d'« insertion » (il s'agit d'éliminer la précarité financière) et donc aucun contrat de réinsertion ne doit limiter les ayants-droits ; 4. ce revenu doit permettre de vivre décemment et donc être égal au SMIC.

La loi qui rentre en vigueur est bien en deçà de ces exigences.



1. X. Godinot, *les Travailleurs sous-prolétaires*, Science et service Quart Monde.

2. J.-M. Belorgey, *la Gauche et les pauvres*.

3. X. Godinot, *ibid.*

4. Témoignage au cours d'un forum ATD-Quart Monde.

5. P. Buléon, *Développement de la pauvreté sur fond de crise en France*.

6. Interview de R. Soubie, *le Nouvel Observateur* du 29 septembre 1988.

A propos du dernier livre d'André Gorz

Crise du capitalisme et revenu minimum

MAXIME DURAND

DEPUIS longtemps, Gorz propose une réflexion stimulante sur la crise du capitalisme face aux progrès de la productivité. Dans son précédent livre, il avait notamment développé l'idée d'un revenu social : « Dans cette perspective, conforme à la vision originelle du mouvement socialiste, la garantie à vie du revenu n'apparaît plus comme une compensation, une aide ou une prise en charge de l'individu par l'Etat, mais comme la forme sociale que prend le revenu quand l'automatisation a aboli, avec l'astreinte permanente au travail, la loi de la valeur et le salariat lui-même. La production du nécessaire requiert une quantité de travail si faible que nul ne pourrait subsister s'il était payé pour les heures pendant lesquelles il a accompli un travail effectif. Inversement, la production croissante réalisée avec une dépense de travail décroissante ne pourra être distribuée que si elle donne lieu à une création et à une distribution de moyens de paiement correspondant à son volume et non à la valeur du travail dépensé¹. »

Une telle approche avait l'intérêt de jeter un pont entre les débats actuels autour de la précarité de l'emploi et de la nécessité d'un revenu minimum, et une perspective de dépassement du capitalisme. Le développement des forces productives a en effet atteint, au moins dans certaines régions du globe, un tel degré qu'il devient de moins en moins possible d'assurer le fonctionnement du capitalisme sur la base de la valeur-travail. Lipietz avait trouvé une formule pour dire cela, quand il se demandait qui achèterait une production presque intégralement automatisée de certaines branches de l'industrie : ce ne pourrait être, en tout cas, les robots qui la « produisent ». Le problème de fond que pose donc la crise actuelle est bien celui de la nécessaire déconnexion entre la dépense de travail et la distribution de revenus : il s'agit donc au fond d'une remise en cause de l'existence de la force de travail comme marchandise. On voit immédiatement que l'un des enjeux d'un revenu minimum garanti — qui soit plus qu'une aide aux pauvres — est précisément d'introduire un coin dans la logique marchande. On voit tout aussi clairement que c'est la cohérence du système capitaliste dans son ensemble qui est alors mise en cause : si le salaire est déconnecté du temps de travail, si la force de travail n'est donc plus achetée et payée comme une quelconque marchandise, alors cette séparation va s'étendre inexorablement à l'ensemble de la production. C'est donc bien la manière capitaliste de répondre aux besoins humains que les progrès de la produc-

tivité viennent mettre en cause et, en ce sens, la revendication de revenu minimum, qui disjoint le revenu du travail, peut revêtir une dimension de critique pratique du capitalisme.

C'est dans ce cadre d'analyse que s'inscrit le dernier livre de Gorz, *Métamorphoses du travail, Quête du sens* dont le sous-titre, « Critique de la raison économique », montre bien le propos. Commençons par l'aspect le plus concret : Gorz dresse dans ce livre une critique très sévère de tous ceux qui, à l'instar de Sauvy, considèrent que le développement des « services » est une chance pour l'emploi, et voient en ce recours un moyen d'absorber le chômage et donc de perpétuer l'économie capitaliste marchande : « La crise du travail et de la société de travail ne sera pas surmontée par l'accroissement du nombre de cireurs de chaussures (...) ni par l'accroissement du nombre de domestiques, d'hôtesse et d'essuyeurs de pare-brises (...) ni par l'augmentation du nombre de prostitué(e)s, des mères ou des pères au foyer, des guides pour touristes et des Dysneyland². »

Cette longue énumération, à laquelle on pourrait ajouter les vendeurs de hot dogs et les gardiens d'immeuble chers à Reagan, a le mérite de montrer concrètement quel est le contenu des réponses capitalistes à la montée du chômage : on est en droit de se demander s'il s'agit vraiment d'une « chance » pour l'emploi. Mais Gorz ne s'en tient pas à cet aspect, et introduit deux arguments économiques de fond. En premier lieu, souligne-t-il, « le développement des services personnels n'est donc possible que dans un contexte d'inégalité sociale croissante, où une partie de la population accapare les activités bien rémunérées et contraint une autre partie au rôle de serviteur (...) La professionnalisation des tâches domestiques est donc tout le contraire d'une libération. Elle décharge une minorité privilégiée de tout ou partie du travail pour soi et en fait le gagne-pain exclusif d'une nouvelle classe de serviteurs sous-payés, contraints d'assumer les tâches domestiques des autres en plus des leurs propres³. »

Si la reprise récente de l'économie renvoie incontestablement à ce cas de figure, on peut se demander quel mode de régulation pourrait se développer sur des bases aussi absurdes, dans la mesure où sa stabilité et sa reproduction impliqueraient un transfert continu de ressources vers les plus riches, comme moyen de subsistance des plus démunis. On voit mal par ailleurs quelle forme de domination sociale pourrait réussir à imposer une telle régression à l'immense majorité de l'humanité.

Qu'une telle voie soit celle que suit spontanément le capitalisme et ses modernisateurs est l'indice le plus clair montrant que le système est entré dans une zone d'irrationalité croissante. Si ce dernier a pu en effet trouver une certaine légitimité, c'était sur la base de sa capacité à garantir un bon niveau de rendement des forces productives, au moins à l'échelle sociale. Or, Gorz montre que, avec le développement des services personnels comme seule possibilité d'absorber le chômage, il en va désormais autrement : « Il ne s'agit plus, en effet, de socialiser les tâches ménagères afin qu'elles absorbent moins de temps à l'échelle de la société (...) il s'agit donc désormais de consacrer aux tâches domestiques elles-mêmes plus d'heures de travail rémunéré qu'elles ne demanderaient d'heures de travail pour soi si chacun les assumait lui-même. Donner du travail à faire, créer de l'emploi, tel est le but de la nouvelle anti-économie tertiaire⁴. »

La survie du système passe donc par la baisse de son efficacité calculée à l'échelle de la société : c'est, pour le capitalisme, une conjoncture nouvelle.

Gorz est souvent présenté comme le théoricien des « alternatifs » qui seraient les porteurs privilégiés de perspectives radicales, par opposition à la vision des marxistes, trop centrée sur les revendications quantitatives au jour le jour. Les choses sont plus compliquées, et c'est ce que montre une lecture plus attentive du livre de Gorz, notamment lorsqu'il précise le contenu à donner à la réduction de la durée du travail : « Il faut que les économies de travail que permet la mutation technique bénéficient à tout le monde ; il faut que tout le monde puisse travailler de moins en moins afin que tout le monde puisse travailler ; il faut que la décroissance de la durée du travail n'entraîne pas de décroissance du revenu réel, puisque plus de richesses sont produites par un moindre travail⁵. »

L'insistance donnée à la non-compensation salariale est tout-à-fait fondamentale car elle sert de ligne de partage entre les critiques radicales du système et ceux qui cherchent simplement à lui proposer de nouveaux moyens de gérer ses contradictions. Réduire le temps de travail tout en réduisant le pouvoir d'achat individuel, c'est peut-être répartir le chômage d'une manière plus égalitaire, mais ce n'est certainement pas s'attaquer aux racines du mal. C'est par ailleurs faire la preuve que l'on n'a pas compris la portée exacte de la crise. Un radicalisme authentique doit prendre acte du caractère historiquement dépassé du capitalisme : sa tâche est donc bien de dessiner les contours de l'alternative socialiste, plutôt que d'inventer d'illusoires nouveaux compromis sociaux.

La lecture de Gorz est donc décapante. Elle nous invite à approfondir notre critique du capitalisme à la lumière de la crise, par-delà les fluctuations de la conjoncture : les progrès de la productivité sont en train de mettre en place les conditions matérielles permettant d'envisager l'écatement de la base étiquée du capital. C'est cette dimension de la radicalité marxiste qu'il faut savoir assumer et que Gorz actualise, dans la lignée des perspectives tracées par Marx : « Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale tout comme le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des forces générales du cerveau humain (...) Il ne s'agit plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue de développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société au minimum⁶. »

L'ambiguïté fondamentale du « réformisme révolutionnaire » dont Gorz s'est fait, depuis plus de vingt ans, le principal théoricien reste cependant entière. Dans son « Résumé à l'intention de syndicalistes et autres militants de gauche », Gorz énumère les mesures qui devraient accompagner la diminution de la durée du travail et qui portent sur quatre domaines : « prévision et programmation ; emploi ; formation et financement ». Il s'agit là, souligne-t-il, de « politiques spécifiques qui regardent de près le mouvement syndical mais ne peuvent être conduites et appliquées par lui⁷. » Mais par qui donc et dans quel cadre ? C'est là qu'apparaît une contradiction logique, et une source de divergence avec Gorz : on ne peut à la fois dire que la crise du capitalisme touche aux fondements mêmes du système et rester aussi évasif sur les conditions d'application de « réformes » dont le but serait, en pratique, de « révolutionner » son mode de fonctionnement. La notion de rupture révolutionnaire nous paraît être le chaînon manquant du raisonnement.

Cela dit, les travaux de Gorz nous invitent à penser le socialisme, non seulement comme une autre manière de faire fonctionner l'économie, mais aussi comme une articulation différente entre l'économie et les autres champs de l'activité humaine. Et, de ce point de vue, on ne peut que partager son appréciation quant à l'enjeu de la période contemporaine : ou bien une avancée vers un socialisme authentique, ou bien l'enfoncement dans la barbarie qui signifierait que nos sociétés continuent « à se décomposer, à se segmenter, à descendre la pente de la violence, de l'injustice et de la peur⁸. »

1. André Gorz, *les Chemins du Paradis, l'Ago-nie du capital*, éd. Galilée, 1983, p. 91.

2. *Id.*, *Métamorphoses du travail, Quête du sens*, éd. Galilée, p. 190.

3. *Ibid.*, p. 195.

4. *Ibid.*, p. 193.

5. *Ibid.*, p. 288.

6. Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, 1968, T 2, p. 222.

7. André Gorz, *Ibidem*, p. 288.

8. *Ibid.*, p. 292.

Marx

et le problème de l'idéologie

MICHAEL LOWY

PATRICK TORT est non seulement un des penseurs marxistes les plus créatifs en France, actuellement, mais aussi un militant communiste (rénovateur) à la pointe du combat idéologique contre le racisme et les idéologies inégalitaires (voir ses ouvrages *la Pensée hiérarchique et l'évolution*, de 1983, et *Misère de la sociobiologie*, de 1985). L'ouvrage qui vient de paraître aux Presses universitaires de France, *Marx et le problème de l'idéologie, le modèle égyptien*, n'est donc pas un exercice académique de marxologie mais une tentative de remettre à l'ordre du jour la lutte idéologique comme concept central du marxisme.

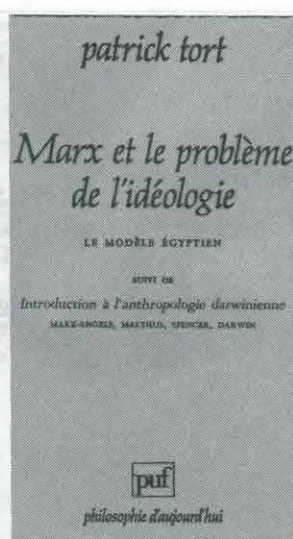
L'objectif du livre n'est pas de proposer (encore) un commentaire des textes classiques de Marx sur l'idéologie, mais de montrer, à partir de certaines ambiguïtés et contradictions de ces textes, la nécessité d'une conception plus active des idéologies. En effet, dans *l'Idéologie allemande*, et même dans *le Capital*, Marx semble souvent réduire l'idéologie à un effet de structure, un reflet passif du système économique et, par conséquent, à une auto-illusion « innocente » et « sincère » des classes dominantes et de leurs idéologues. La négation du rôle actif des idéologies, vulgarisée par les partis communistes, a conduit à la position selon laquelle la lutte contre des idées relèverait de l'idéalisme, dans un contexte fortement marqué par l'anti-théoricisme primaire et l'anti-intellectualisme.

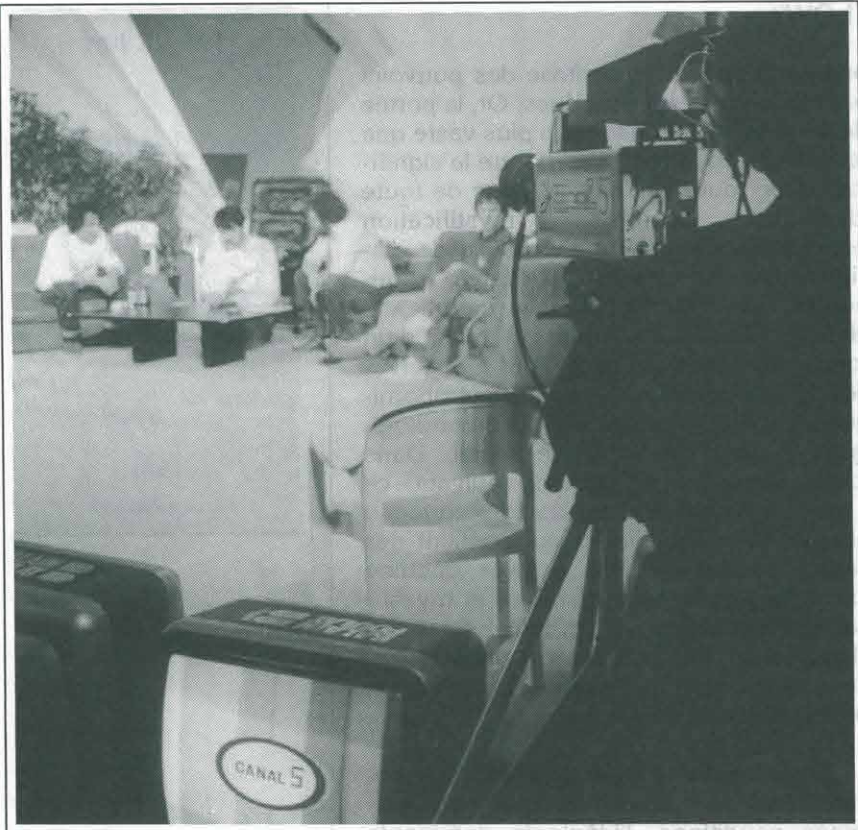
C'est contre cela que Patrick Tort fait appel à ce qu'il appelle « le modèle égyptien », c'est-à-dire à l'interprétation, par certains penseurs du XVII^e siècle, de l'idolâtrie dans l'Égypte ancienne comme instrument élitiste du savoir et du pouvoir. Il s'agit notamment des travaux du jésuite Athanasius Kircher dont le livre *OEdipus Aegyptus* (1652-1654) rattache l'invention des hiéroglyphes à l'institution globale d'un hermétisme scientifique destiné à réserver à une caste d'initiés l'ensemble des savoirs nécessaires au gouvernement de la société. L'écriture sacrée (hiéroglyphique) serait donc le fruit d'une stratégie de dissimulation des savoirs visant à assurer aux

prêtres et scribes la maîtrise des pouvoirs organisationnels et politiques. Or, la portée de ce modèle est beaucoup plus vaste que le seul cas égyptien : elle montre la signification de toute idolâtrie, et donc de toute idéologie, comme mystification consciente, comme une stratégie de dissimulation des classes (ou castes) dominantes. La caste sacerdotale égyptienne élabore l'illusion idolâtrique à partir d'un fonds de vérités qui sont d'ordre observationnel et scientifique — vérités astronomiques, météorologiques et chronologiques — dont elle garde le secret. Dans toute idéologie on trouve, suivant ce « modèle égyptien », un double langage : une doctrine ésotérique (qui contient des vérités fondamentales) et une doctrine exotérique composée de fables et mystifications délibérées. L'idéologie est donc élaborée en fonction de calculs stratégiques conscients qui visent à conserver le secret et sécréter l'illusion.

Dans quelques passages de Marx apparaît tout de même l'idée que, sous certaines conditions, l'idéologie dominante cesse d'être une auto-illusion « innocente » pour devenir une illusion délibérément fabriquée. Cela arrive quand la domination de classe est en crise : l'illusion est désormais sciemment produite par une classe privilégiée qui, elle-même, n'y croit plus. Nous sommes alors en régime d'hypocrisie et de duperie : la bourgeoisie mène une lutte idéologique consciente avec une intention d'efficacité.

Aujourd'hui, selon Patrick Tort, la question de l'innocence des productions idéologiques de la classe dominante est dépassée. Non pas au niveau des individus, pour lesquels continuera à se poser, cas par cas, la question de la part personnelle d'inconscience ou, au contraire, de cynisme hyperconscient qui les porte à soutenir et à justifier le régime, inadmissible dès le principe, de la production de la plus-value. Mais dépassée et résolue par l'examen même du mode de production de l'idéologie. Nous sommes à l'ère des technologies de l'influence, dont les objectifs s'atteignent à travers une confusion tacti-





que permanente de l'information, de la communication et de la propagande. Ce constat est en harmonie avec l'observation de Marx suivant laquelle c'est en période de déstabilisation que le capitalisme entreprend pour sa préservation de renforcer avec hypocrisie les illusions que sa propre crise tend à rendre suspectes.

Les études de marché sont appliquées à la séduction médiatique du plus grand nombre par les idéologues des classes dominantes (notamment ceux de l'extrême-droite raciste). D'une façon générale, l'atomisation du public spectateur permet de diluer les clivages sociaux, désintégrer la conscience de classe et créer des consensus collectifs. Le sauvetage politique du système économique libéral est aujourd'hui conditionné de façon décisive par la capacité hypertrophiée de lutte idéologique de la classe capitaliste. Il faut reconnaître l'incontestable efficacité de ces techniques modernes de l'influence et de la persuasion idéologiques, qui ont large-

ment contribué à la crise actuelle du mouvement révolutionnaire.

La conclusion politique du livre est claire : la lutte idéologique est une tâche prioritaire des marxistes dans la conjoncture présente. Cela implique que l'on refuse le divorce prononcé par le capitalisme d'abord, puis par la plupart des appareils communistes eux-mêmes, entre l'activité théorique et l'intervention politique pratique à l'intérieur du mouvement populaire. Le discrédit jeté sur la théorie et le refus de l'intelligence théorique partagée par tous sont deux facettes d'une inconcevable méprise, dont le système de l'exploitation a toujours tiré profit. Patrick Tort appelle donc à l'organisation d'une nouvelle et profonde rencontre historique entre les intellectuels marxistes et le monde du travail.

On ne peut que souscrire à l'insistance de Patrick Tort sur l'importance de plus en plus décisive de la lutte idéologique, et sur la nécessité de rétablir la dialectique entre la théorie et la pratique dans le mouvement ouvrier. Son analyse du rôle des technologies de persuasion pour imposer l'idéologie bourgeoise et pour confondre et désorganiser les classes dominées est aussi très pertinente. En revanche, la portée et la généralisation du « modèle égyptien » me semblent plus limitées.

La démarche de ce livre constitue une saine réaction contre les errements du structuralisme, c'est-à-dire la réduction (notamment chez Althusser) de « l'idéologie » (comme une instance homogène) à un effet de la structure économique — en évacuant le rôle des classes dans la formulation des idéologies multiples qui s'affrontent dans le champ de la lutte idéologique. C'est toute la question du sujet producteur d'idéologies qui était éliminée *a priori* au profit des seules structures objectives. Or, se référant aux idéologies (« toute une superstructure d'impressions, d'illusions, de façons de penser »), Marx insistait dans le *Dix-huit Brumaire* sur l'idée que « la classe toute entière les crée et les forme sur la base de ces conditions matérielles et des rapports sociaux correspondants ».

Le problème avec le « modèle égyptien » est qu'il risque de tordre le bâton trop

dans l'autre sens, en réduisant l'idéologie à une espèce de conspiration machiavélique des classes ou castes dominantes. Si l'on examine les textes de Marx (*l'Idéologie allemande*, mais surtout *le Capital*), on voit se dessiner une conception riche et dialectique de l'idéologie comme un ensemble composé de plusieurs éléments à la fois articulés et relativement autonomes. Si nous prenons comme point de départ le passage ci-dessus du *Dix-huit Brumaire*, on peut trouver :

1) Les impressions et illusions « nécessaires » qui résultent de la structure même du système économique (les conditions matérielles). Par exemple, dans le capitalisme, l'illusion fétichiste selon laquelle la valeur est une caractéristique intrinsèque de la marchandise.

2) Les « façons de penser » qui correspondent à la position des classes dans le système des rapports sociaux ; cette position — et les intérêts de classe qui en résultent — détermine certaines limites (un certain horizon intellectuel) dans leur possibilité de connaissance de la réalité sociale — quelle que soit la « bonne volonté » ou la « sincérité » de leurs idéologues et représentants scientifiques. Par exemple, les économistes classiques anglais (notamment David Ricardo), qui, malgré leur « honnêteté », ne peuvent pas dépasser l'horizon bourgeois, et, par conséquent, sont incapables de se rendre compte de l'historicité du mode de production capitaliste.

Mais il existe aussi une autre dimension de l'idéologie chez Marx, dont il est moins question dans le *Dix-huit Brumaire* et qui correspond effectivement au « modèle égyptien » dont parle Patrick Tort :

3) Les falsifications délibérées de l'apologétique, qui n'ont plus pour but la connaissance de la vérité, mais uniquement la justification des privilèges. L'exemple le plus souvent mentionné par Marx est celui des économistes « vulgaires » (Malthus, Senior, J.-B. Say), dont il dénonce avec rage la « mauvaise foi ».

La différence entre le type 2 et le type 3 résulte, selon Marx, des intérêts de frac-

tions distinctes des classes dominantes ou d'étapes différentes de la lutte de classes.

Le problème avec le « modèle égyptien » (qui est en réalité celui de la Philosophie des lumières) c'est qu'il réduit l'idéologie uniquement à une de ses manifestations : celle du mensonge délibéré. En outre, la théorie des deux doctrines — l'ésotérique (contenant des vérités secrètes) et l'exotérique (composée de mensonges à l'usage des classes dominées) — semble impliquer que les économistes (ou scientifiques sociaux en général) bourgeois savent la vérité (par exemple la plus-value comme fondement du capitalisme) mais ne livrent dans leurs écrits que des mensonges destinés à tromper les exploités. Où se trouverait cachée la vérité scientifique (ésotérique) connue des Milton Friedmann et autres idéologues néolibéraux ? Les socio-biologues, les doctrinaires de l'inégalité sociale ou raciale, croiraient-ils secrètement à l'égalité du genre humain ?

Patrick Tort a mille fois raison d'écrire que nous sommes entrés dans l'ère de la technologie de la persuasion. Mais cela ne prouve pas que les classes dominantes ne croient plus à leurs idéologies : simplement, elles ont élaboré des méthodes nouvelles, plus efficaces et « scientifiques », d'imposer leurs illusions, leurs façons de penser — et leurs mensonges cyniques — aux opprimés. En un mot : la mystification délibérée est certainement un aspect de l'idéologie des classes dominantes, plus ou moins important selon les individus, les fractions de classe ou les conjonctures historiques. Mais ce serait une simplification abusive de réduire l'ensemble du discours idéologique à cet aspect.

Le but de l'œuvre théorique de Marx était triple : non seulement démasquer les mensonges des « vulgaires » propagandistes bourgeois, mais aussi montrer les limites de la science économique prisonnière de l'horizon bourgeois, et percer à jour l'illusion fétichiste résultant du fonctionnement même du capitalisme. Ces trois objectifs restent à l'ordre du jour dans la lutte idéologique à notre époque. Les ouvrages de Patrick Tort eux-mêmes en sont une excellente illustration...

Les Verts allemands : socialisme et écologie

MICHAEL LOWY

LE LIVRE de Werner Hülsberg, *The German Greens. A social and political profile* (Londres, Verso, 1988) est la première analyse d'ensemble du parti vert allemand, depuis ses origines jusqu'à aujourd'hui ; une analyse remarquable par la richesse de sa documentation et par son ouverture politique. Son auteur est un ancien rédacteur du journal *Was Tun* (organe de la section allemande de la IV^e Internationale) qui, sans renier ses convictions marxistes révolutionnaires, milite depuis quelques années chez les Grünen allemands, où il anime un courant de gauche autour de la revue *Horizonte*.

Werner Hülsberg a raison de souligner, dès l'introduction de son livre, que les marxistes n'ont pas reconnu l'ampleur et l'importance sociale du défi écologique. Prisonniers de la « foi dans le progrès », ils n'ont pas perçu la menace pour la survie de l'humanité que représente la crise écologique. La critique de la destruction industrielle de la nature que l'on trouve dans l'Ecole de Francfort (Adorno, Horkheimer, Marcuse, Walter Benjamin) n'a pas été intégrée dans la théorie ou la pratique du mouvement ouvrier. (Hülsberg a cependant tort, soit dit entre parenthèses, de citer parmi les « exemples négatifs » un article récent d'Ernest Mandel ; celui-ci est précisément un des rares économistes marxistes à prendre au sérieux la crise écologique.)

Insister sur la signification de ce problème ne veut pas dire que la défense de la nature doit remplacer la lutte de classe comme axe de l'histoire... L'auteur ne laisse pas planer de doutes à ce sujet et observe, à juste titre, que « la question écologique n'est clairement pas la question centrale à laquelle se trouve confrontée la société ». En outre, « les écologistes ne sont pas unifiés dans la proposition d'une issue à la crise et l'approche écologique n'est pas le principal élément constitutif du sujet social capable de changer la société. De même, les mouvements écologiques n'ont pas de modèle alternatif global à proposer pour la société. La question écologique est passible d'un

certain nombre d'interprétations différentes et se présente sous des formes nationales diverses ».

Pour comprendre la spécificité des Grünen allemands, l'auteur met en évidence leurs racines dans l'histoire sociale de l'Allemagne de l'après-guerre. L'essor, notamment à partir des années soixante et soixante-dix, d'une opposition extra-parlementaire (mouvements étudiants, organisations d'extrême gauche, initiatives communautaires, mouvements féministes), d'un fort courant pacifiste et d'un mouvement écologique florissant ont créé les bases sociales et culturelles pour le parti Grünen. Le résultat combiné de ces mouvements sociaux a été un ébranlement profond de l'échelle de valeurs traditionnelles. Quelques exemples : en 1966, 72 % des personnes interrogées croyaient que la technologie était bienfaisante (83 % de la jeunesse entre 16 et 20 ans) ; en 1981, seulement 30 % avaient la même opinion (23 % des jeunes). En 1966, 8 % croyaient que les aspects positifs et négatifs de la technologie étaient équivalents ; ils sont 53 % à avoir cette opinion en 1981 ! Des changements similaires sont visibles dans l'essor d'une nouvelle morale sexuelle et dans le déclin des valeurs « allemandes » traditionnelles : l'obéissance, la subordination, l'ordre, etc.

Les nouveaux mouvements sociaux ont aussi mis en question les fondements mêmes du consensus et de l'ordre établi en Allemagne occidentale dans l'après-guerre : l'adhésion à l'OTAN, la foi dans le progrès industriel sous le capitalisme, l'anti-communisme et le refus de toute alternative sociale radicale.

Au début, le mouvement vert était dominé par des courants bourgeois, droitiers ou apolitiques, mais avec la radicalisation des écologistes et l'adhésion des courants de la gauche alternative l'orientation a rapidement changé : le mouvement a pris une coloration plus politique et s'est ouvert à des préoccupations sociales plus larges. Lors de la fondation du parti, en 1980, la gauche a fait approuver un programme incluant — outre le combat éco-



logique — le désarmement nucléaire unilatéral de l'Allemagne occidentale, la semaine de trente-cinq heures, la rupture des relations diplomatiques avec les régimes racistes et fascistes, le soutien aux luttes de libérations du tiers monde, etc. Quelques mois après, les éléments droitiers quittaient les Grünen et fondaient des partis écologiques « démocratiques » voués à une rapide disparition.

En quelques années, les Grünen vont briser la barrière électorale des 5 % et faire une entrée fracassante dans le Parlement,

où ils jouent un rôle de trouble-fêtes permanents. Leur base sociale est résolument à gauche du SPD (parti social-démocrate allemand). Par exemple, tandis que seulement 21 % des électeurs du SPD sont pour le départ des troupes américaines et 45 % pour la neutralisation de l'Allemagne occidentale, parmi les électeurs des Grünen les chiffres correspondants sont de 57 % et 73 %... Cette base sociale est composée de travailleurs salariés — surtout du tertiaire — jeunes, avec un niveau d'instruction relativement élevé. Selon le

politologue socialiste Peter von Oertzen, ils constituent un échantillon représentatif des « travailleurs de l'an 2020 ».

Un des problèmes du parti Grünen est, comme l'on sait, sa très grande hétérogénéité : quatre courants opposés luttent en son sein pour l'hégémonie. Les « éco-libertaires » sont une minorité droitière sans beaucoup de poids, avec une perspective réformatrice modérée. Plus importants sont les « réalistes » (Joshka Fischer, Otto Schily), qui prônent une *realpolitik* de coalition avec le SPD. Pendant quelques années, ils ont mis en pratique cette orientation dans la province de Hesse — J. Fischer a été ministre de l'Environnement dans un gouvernement social-démocrate local —, mais l'expérience a abouti à un échec, face au refus du SPD d'abandonner son soutien à l'énergie nucléaire. A l'autre pôle du spectre vert, se trouvent les « fondamentalistes » — Jutta Ditfurth, R. Bahro (qui a rompu récemment avec les Grünen) — qui refusent tout accord tactique avec le SPD et considèrent que, du point de vue d'un changement écologique fondamental, la division entre droite et gauche appartient au passé. Comme l'observe bien Hülsberg, les points forts des réalistes sont les faiblesses des fondamentalistes, et vice-versa... Le courant le plus intéressant et le plus dynamique (mais lui-même peu homogène et assez divisé sur les questions tactiques) est celui des « éco-socialistes » — Rainer Trampert, Thomas Ebemann, Christian Schmidt, Frieder O. Wolf — qui insistent sur le lien entre écologie et socialisme, tout en refusant l'orientation coalitionniste des « réalistes ».

Souvent, la lutte interne chez les Grünen — qui fait la joie de la presse libérale ou réactionnaire — prend la forme d'un affrontement entre deux blocs : éco-libertaires et « réalos » d'un côté, éco-socialistes et « fundis » de l'autre, avec certaines personnalités comme Petra Kelly jouant un rôle médiateur. Néanmoins, aucun des courants n'est intéressé à rompre l'unité du parti, et un certain consensus — généralement favorable à la gauche — finit par se dégager dans les conférences fédérales (où, par exemple, les tentatives des « réalos » pour modérer les positions anti-OTAN du parti ont échoué). Contrai-

rement à ce qu'on pouvait attendre, ces divergences internes n'ont pas empêché les Grünen d'améliorer leurs scores lors des dernières élections fédérales en 1987 (8,3 %).

Un autre développement positif des dernières années a été le rapprochement entre les Grünen et la gauche syndicale — la direction du syndicat IG Metall — autour de la campagne pour la semaine de trente-cinq heures et pour la défense du droit de grève.

L'auteur ne cache pas, toutefois, que beaucoup de problèmes restent à résoudre avant que les Grünen deviennent réellement un parti éco-socialiste : absence de demandes transitionnelles entre le « minimum » immédiat et le « maximum » de l'utopie écologique, confusion chez tous les courants sur la questions du modèle économique alternatif (quelle place pour le plan ou le marché ?), poids croissant du groupe parlementaire (dominé par les « réalos »), incapacité de formuler une tactique adéquate (ni coalitionniste ni sectaire) envers le SPD, illusions sur une transition pacifique — sinon parlementaire — vers l'éco-socialisme, etc.

Par ailleurs, Hülsberg reconnaît que le modèle des Grünen n'est pas nécessairement exportable. Quelles leçons pour la France pouvons-nous tirer de l'expérience allemande ? Les Verts français se distinguent de leurs congénères allemands par un profond apolitisme et un refus catégorique de tout rapport avec la gauche alternative.

Pourtant, l'écologie est bel et bien, comme le soulignent Daniel Bensaïd et Alain Krivine dans leur dernier livre, un des grands défis de l'humanité dans le troisième millénaire. Il est donc urgent que les marxistes se rendent compte que « devant la menace d'une catastrophe écologique sans frontières, une nouvelle alliance entre l'homme et la nature passe par une redéfinition du contenu du progrès : non par une accumulation illimitée de marchandises, mais par une libération croissante du temps humain de la contrainte du travail » (*Mai si ! 1968-1988, rebelles et repentis*, Paris, La Brèche, p. 114).

Le choix nécessaire

PIERRE BRON, MICHEL HOFFMAN (T3)

NOUS sommes aujourd'hui confrontés à un choix simple : confirmer notre engagement dans le mouvement né autour de la campagne présidentielle de P. Juquin, ou y renoncer pour demeurer dans la LCR. Ce choix, nous ne l'avons pas voulu, nous avons même voulu l'inverse, c'est d'ailleurs pour cela que nous avons défendu la double appartenance, c'est-à-dire la possibilité de s'insérer dans la Nouvelle Gauche sans renoncer à notre appartenance politique. Cette possibilité est d'ailleurs inscrite dans la charte de fonctionnement votée par 80 % des délégués aux assises, dimanche 4 décembre. Elle est parfaitement cohérente avec l'étape actuelle qui est celle de la construction d'un mouvement dans la perspective d'une nouvelle force politique, mais d'une force dont les contours organisationnels et politiques sont loin d'être bouclés aujourd'hui, et doivent justement être l'objet d'une année de débats et d'expérimentation.

Ce choix nous est imposé par la direction de la LCR : les motions votées par le CC sont à cet égard limpides : l'exclusion est le prix que nous devons payer pour notre participation à la Nouvelle Gauche. Suivant l'habitude dans ces situations, il sera bien entendu dit que c'est nous mêmes qui nous sommes mis en dehors de l'organisation (les motions du CC disent d'ailleurs que nous avons « consommé la scission »), mais pour en être plus sûr, le CC décide que l'appartenance à la Nouvelle Gauche et l'appartenance à la LCR sont incompatibles. Et la seule perspective qui nous est offerte pour le congrès est d'y aller pour être exclus. Ce n'est d'ailleurs pas un débat général sur le mouvement qui est prévu mais le vote en préalable à tout autre vote d'une motion d'exclusion. Et pour que ce soit plus clair, le CC a déjà voté le retrait de tout mandat et délégation de nos camarades élus au CC. On ne débat pas politiquement dans ce type de conditions, on ne débat pas le couteau sous la gorge. Ces méthodes sont destructrices et inacceptables. Nous appelons le congrès à ne pas les entériner, mais nous devons aussi nous déterminer par rapport aux enjeux essentiels, ne pas accorder plus d'importance qu'il ne faut aux manœuvres d'intimidation, et nous prononcer sur le fond. Est-il légitime, utile, nécessaire que nous confirmions notre parti-

cipation au processus actuellement engagé ? A cette question, la réponse est oui.

Nous nous sommes battus depuis plusieurs années sur une ligne de fond concernant les étapes et le contenu d'un processus de recomposition pouvant redonner crédit à un projet révolutionnaire. Nous l'avons fait en tentant d'en intégrer toutes les dimensions, et en particulier l'ouverture à la diversité des cultures politiques parties prenantes de cette recomposition, le sens du pluralisme, la nécessité de combiner un processus de regroupement militant avec une avancée sur les questions stratégiques posées par le bilan des expériences historiques et les transformations du capitalisme. Cette orientation connaît aujourd'hui un début de concrétisation, encore fragile, inégal, mais dont le succès est un enjeu de taille pour l'avenir. Renoncer aujourd'hui à être partie prenante de ce processus reviendrait à rester sur le bord du chemin et à s'interdire de peser sur son issue alors même que celle-ci n'est pas jouée. La LCR, dès le CC d'août, avant même la déclaration d'intention de Pierre Juquin et l'ouverture du débat dans le mouvement a pris position en déclarant qu'aucune perspective significative de recomposition ne pouvait être dégagée à partir du mouvement des comités. Il était écrit en particulier que « la perspective d'une nouvelle organisation n'est pas à l'ordre du jour dans un avenir prévisible » (cf. motion majoritaire au CC d'août). Et à partir de là, des erreurs très graves ont été commises ensuite. Car à l'évidence le mouvement des comités permettait de considérer positivement une telle perspective, en d'en discuter les rythmes, les conditions, les étapes, dans un cadre d'engagement et de progression collective. Cela a été refusé par la LCR, et avant même que le débat ne s'organise dans le mouvement. Cette position est apparue tellement intenable que la motion qui l'incarnait aux assises a recueilli moins de 18 % des voix et que d'autres camarades de la LCR se sont engagés dans une troisième motion. Sur la base du résultat des assises, il est probable que la direction de la LCR connaîtra un processus de raidissement. Jusqu'où ira-t-il ? Nous l'ignorons aujourd'hui, et cela d'autant plus que les contraintes de restauration d'un cadre de direction aujourd'hui éclaté pèseront certainement plus que les arguments politiques de fond dont la discussion

Lors des assises des comités issus de la campagne Juquin, des camarades de la tendance 3 ont soutenu, en rupture ouverte avec les orientations de la LCR, le projet de constitution de la Nouvelle Gauche à partir des comités. Depuis, certains camarades de la T3 ont confirmé leur appartenance à la LCR, tandis que d'autres ont décidé de maintenir leur option en faveur de la Nouvelle Gauche. Nous publions donc une tribune de ces camarades dans laquelle ils expriment leur choix, ainsi qu'une réponse

Le choix nécessaire

devrait être au premier plan. La LCR ne changera pas de nature pour autant. Pas plus que d'autres erreurs d'orientation considérables dans le passé, celles qu'elle a commises depuis quelques mois et qu'elle s'appête à renouveler ne la transformeront en secte. Mais une chose s'est trouvée confirmée à cette occasion : le fait que l'absence d'une avancée et d'une réflexion stratégique sur les conditions et les moyens de la recomposition interdisait à la LCR de jouer un rôle moteur et d'initiative politique dans la réalité des processus auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés et auxquels nous serons encore confrontés demain. Nous le déplorons, mais nous ne pouvons être prisonniers de cet état de fait. Et nous enregistrons aussi notre propre échec dans nos tentatives de redresser la barre à l'intérieur de cette organisation. Nous ne croyons plus aujourd'hui que le débat interne sera l'élément principal d'un redressement. C'est d'abord l'existence d'un cadre d'expérimentation, d'intervention, se traduisant par des pas en avant réels dans la recomposition qui pèsera éventuellement sur les choix qui seront faits par et dans cette organisation.

Une appréciation réaliste de l'état du processus confirmé par les assises de décembre est nécessaire à cette étape. Ce processus est tout à la fois important et fragile. Il est important parce qu'il témoigne de l'affirmation d'un mouvement politique pluraliste, fédérant des expériences et des cultures politiques diverses, mais qui ont toutes une pierre à apporter à l'édifice. Il est important parce qu'il a affirmé une volonté largement partagée dans les comités de ne pas renoncer, de ne pas se résigner à l'érosion, l'effilochage, la paralysie (et que la LCR ait ignoré puis combattu cette volonté n'est pas mineur quant à l'appréciation des potentialités de cette organisation). Et il est important aussi parce qu'il représente aujourd'hui le seul cadre pluraliste permettant d'agir et de débattre en vue d'une perspective devenue tangible : l'émergence dans ce pays d'une nouvelle force politique anticapitaliste, féministe, écologiste, susceptible de jouer un rôle politique significativement supérieur à celui auquel peut prétendre chacune des composantes qui s'étaient engagées dans la campagne présidentielle.

Certes, il serait absurde de considérer à partir de là que ce mouvement représente une réponse achevée aux questions de la recompo-

sition. D'autres échéances sont devant nous, qu'elles proviennent de fractures au sein des partis traditionnels, des luttes sociales, de l'évolution des courants de radicalisation. Mais la vraie question est la suivante : affronte-t-on mieux ces nouvelles échéances sur la base d'une première étape de regroupement manifestant une volonté et une capacité d'engagement collectif, ou en témoignant de son impuissance et en se résignant à l'éclatement ? Seront-ils plus convaincants quant à la portée de leur engagement unitaire, ceux qui auront refusé de faire un pas en avant quand c'était possible et nécessaire ou ceux qui l'auront fait, non pour s'en tenir là mais pour préparer d'autres échéances ? Arguer des difficultés et des limites du processus actuel pour le combattre est une position aberrante. Au pire elle manifeste une hostilité profonde à une recomposition dont on ne maîtrise pas tous les termes (mais la LCR ne sera jamais confrontée à un processus dont elle puisse tenir tous les fils), au mieux elle témoigne d'une incohérence car elle se prive d'autant plus des moyens de surmonter ces difficultés et dépasser ces limites. Et ceux qui croieraient qu'un échec éventuel de la Nouvelle Gauche dégagerait le terrain en quelque sorte, créerait des possibilités plus significatives, se préparent de cruelles déconvenues. Car cet échec ne rendrait pas la recomposition plus facile mais plus difficile.

En même temps, ce processus est fragile. Il l'est d'abord parce qu'il intervient dans une période où globalement le capital est à l'offensive, où le monde du travail demeure partiellement désorienté, affaibli par les points marqués par la bourgeoisie. Il l'est aussi parce que la perspective d'une rupture radicale avec l'ordre capitaliste, de la construction d'une société socialiste autogérée est pour partie brouillée, et qu'aucune voie royale ne se dégage en la matière. On peut choisir face à cela de se préparer à une traversée du désert, dans l'attente des jours meilleurs qui réactiveraient tel ou tel schéma historique. Mais les jours meilleurs ne seront pas la réédition des moments d'antan et, à la sortie du désert, le monde aura changé sans que ceux qui prétendaient détenir les meilleurs acquis aient fait la preuve qu'ils ont été capables de les mobiliser au moment où c'était le plus nécessaire, c'est-à-dire quand il ne s'agissait pas seulement de conserver un patrimoine mais de le revivifier en le soumettant à l'épreuve de l'histoire réelle.

Le mouvement du choix

Et c'est aussi parce que nous sommes dans ce type de situation que cette fragilité doit être comprise comme une invitation supplémentaire pour s'engager. Nous reviendrons par ailleurs sur un bilan des assises : tout n'y fut pas parfait, des erreurs ont été commises. Sans doute en avons-nous faites, et nous ne fûmes pas les seuls. Mais qu'on les mette à leur vraie place au regard d'une question de fond : fallait-il ou non se résigner à la liquidation du processus engagé lors de la campagne présidentielle ? Nous ne regrettons pas d'avoir répondu non, et de nous être engagés dans ce sens. Cet engagement est lucide, il se fait en connaissance des difficultés, des limites, des épreuves qui nous attendent. Mais nous savons aussi que ce processus est ouvert et que c'est d'abord à ceux qui s'y inscrivent d'en préciser les voies et le débouché. Il y aura débat, divergences, expérimentations. Nous y participerons à partir de nos propres acquis, des positions que nous avons défendues dans la LCR depuis plusieurs années, avec la volonté de tout faire pour contribuer à l'émergence de synthèses politiques enrichies par rapport à des expériences partielles, dont la nôtre. Quelles garanties avons-nous ? Nous n'avons aucune garantie absolue. Cela n'existe pas en politique, et les garanties les plus fiables sont toujours celles dont on se dote soi-même en s'engageant, en agissant. Mais nous ne partons pas de rien, et nous ne sautons pas dans le vide. Nous partons des acquis politiques et militants de la campagne présidentielle, de l'espoir et du dynamisme qu'elle a suscités. Nous nous appuyons sur la volonté majoritairement exprimée aux assises de poursuivre le processus engagé. La charte que nous avons votée aux assises définit un cadre, celui de la construction d'un mouvement pluraliste, indépendant, solidaire des combats sociaux, ouvert aux apports du féminisme, de l'écologie, anticapitaliste, recherchant les voies d'une alternative face au PS et au PC. La contribution signée par six camarades représente un élément de la discussion nécessaire d'ici un premier congrès constitutif, elle n'en représente pas la conclusion. Le texte « Notre identité, nos combats » définit les éléments de positionnement politique aujourd'hui nécessaires. Il y aura des distances entre les principes et les actes diront certains ? Peut-être, et pas seulement dans la Nouvelle Gauche. Mais veut-on oui ou non réduire ces distances ou s'en satisfaire en jouant une carte d'échec ? C'est là une

question importante à l'heure du choix. Ce choix est risqué. Mais mesurons tous les risques, en fonction de tous les enjeux. Mesurons aussi le risque de choisir de ne pas choisir. Et aujourd'hui, au moment où se déroule la mécanique bien huilée qui aboutit à notre exclusion, sachons nous déterminer sur l'essentiel, à partir des éléments stratégiques concernant les voies et les moyens de l'émergence d'un projet révolutionnaire pour notre temps et d'une force politique pour le porter. Rien ne permet d'exclure à priori que le processus dans lequel nous sommes engagés aille à l'échec. Mais une chose est sûre : à notre échelle, nous pouvons réduire les risques d'échec en confirmant notre engagement, nous pouvons les accroître en restant spectateurs. Et à l'heure du bilan nous préférons être de ceux qui auront pris leurs responsabilités. Et cela d'autant plus que nous savons bien qu'il n'y a pas d'avenir positif pour la LCR en dehors de sa participation à un cadre de regroupement pluraliste. Car, sur la base de plus de vingt ans d'efforts — et que chacun s'interroge en conscience la-dessus — y a-t-il vraiment une ligne de rechange ? La dénonciation de la Nouvelle Gauche n'en est pas une. Et que tout ne soit pas idyllique dans le processus actuel ne confère pas une plus grande actualité aux perspectives spécifiques de la LCR, ne les rend pas plus fécondes, plus tangibles. Et si vient l'heure des bilans, ce sont tous les bilans qui devront être tirés.

Nous construisons aujourd'hui la Nouvelle Gauche malgré la LCR. Nous ne la construisons pas contre la LCR. Nous connaissons le capital d'expérience et le capital politique dont cette organisation est porteuse. Et le fait que nous nous soyons battus durant plusieurs années pour enrichir et rénover ce capital nous permet de nous souvenir que, pour savoir où on va, il est utile de savoir d'où on vient. La LCR aurait dû, devrait, participer au processus actuel. L'absence de la grande majorité de ses militants de ce processus n'est pas une force pour le mouvement, c'est une faiblesse. Pour notre part, nous ne nous en satisferons pas. Mais aujourd'hui, la LCR refuse de s'engager, et refuse même de s'impliquer dans une phase transitoire d'expérimentation. Et le refusant, elle prétend nous interdire d'y participer. Pour notre part, nous refusons ce diktat. Avec amertume, mais sans colère. Car l'heure n'est pas aux règlements de compte. Il y a plus et mieux à faire, pour nous, mais aussi pour la LCR.

Le mauvais choix

REPONSE AUX CAMARADES P. BRON ET M. HOFFMAN

NE FAISONS PAS de liberté nécessité. Les camarades de la tendance 3 qui ont décidé de nous quitter pour rejoindre la Nouvelle Gauche font le choix qu'ils estiment juste. Tel est bien évidemment leur droit.

Le débat est ailleurs : les termes dans lesquels ils posent ce choix. Selon eux, il y aurait, d'un côté, la nécessité de « confirmer [l']engagement dans le mouvement né autour de la campagne présidentielle » ; et, de l'autre, un « raidissement » de la LCR se traduisant par l'obligation qui leur serait faite de reniement sous peine d'exclusion...

Notre vision de la réalité est autre.

DOUBLE APPARTENANCE ?

Les camarades de la T3 concernés ont, en fait, renoncé à tout débat réel au sein de l'organisation pour y défendre leurs positions, en convaincre l'organisation et tenter de les faire triompher.

La position de la LCR, décidée et confirmée à plusieurs reprises, démocratiquement, dans les instances où les camarades sont présents, était de refuser le projet de Pierre Juquin de constitution d'une nouvelle organisation politique à partir des comités. Dans le cadre du centralisme démocratique, les camarades avaient toutes possibilités de débattre pour s'efforcer de renverser cette position et convaincre la LCR de la nécessité de s'inscrire dans le processus de construction de la Nouvelle Gauche. Et ce d'autant qu'ils étaient constitués en une tendance qui partageait assez globalement leur point de vue. Et que nous sommes à la veille d'un congrès qui va largement débattre de toutes ces questions. Le choix des camarades fut autre, consistant, avant toute discussion réelle au sein de l'organisation, à soutenir activement ledit projet. C'est ainsi que, lors de la préparation des assises des comités et au cours même de celles-ci, on vit certains de ces camarades s'en faire les plus farouches défenseurs, en opposition ouverte avec les positions qui avaient le soutien de l'organisation dont ils sont membres.

Voilà pourquoi la revendication de double appartenance apparaît comme un trompe-l'œil. Dans la mesure où les camarades ont posé le problème, le comité central a émis un jugement politique : l'incompatibilité entre l'appartenance à la LCR et à une autre organisation politique, telle la Nouvelle Gauche. Ce jugement sera soumis au congrès qui débattre du problème et tranchera en dernière instance.

Mais il est clair que, pour leur part, les camarades ont, de fait, renoncé à défendre cette position dans le cadre de la préparation du congrès. Et ce, pour la raison évidente qu'elle a déjà démontré son inanité : de quelle prétendue « double appartenance » se réclamer lorsqu'on a choisi de défendre activement et publiquement le choix de la Nouvelle Gauche contre les orientations de la LCR ? Signe manifeste qu'il n'y a pas de double appartenance possible, parce que des militants

politiques ne sauraient agir au nom de deux légitimités politiques qui, à tout moment, sont susceptibles de se révéler divergentes, voire contradictoires.

Ce qui renvoie au problème de fond : quelles que soient ses spécificités, la Nouvelle Gauche, au même titre que la LCR, est une organisation politique. Evidence que les camarades dans leur texte escamotent.

UNE ORGANISATION POLITIQUE

En continuité avec la manière masquée dont s'est avancé le projet Juquin, les camarades s'efforcent de maintenir la fiction selon laquelle la Nouvelle Gauche ne serait autre chose que « le mouvement né autour de la campagne présidentielle de P. Juquin ». Multiplier les caractérisations de la Nouvelle Gauche comme « mouvement des comités », « processus », « engagé » ou « confirmé », « cadre d'expérimentation », « première étape de regroupement »... revient purement et simplement à escamoter la rupture qui s'est opérée entre le mouvement des comités et ladite Nouvelle Gauche. Et, partant, c'est brouiller la véritable nature de cette dernière.

A la suite de la rupture des rénovateurs avec le PCF, les comités qui ont porté la campagne de P. Juquin constituaient d'authentiques cadres unitaires et pluralistes, où agissaient le MRC, la LCR, le PSU, la FGA, le PAC, des militantes féministes, des antiracistes, des syndicalistes, des écologistes, des jeunes... Alors, en effet, « le mouvement des comités, comme l'écrivent les camarades, permettait de considérer positivement une telle perspective [de recomposition], d'en discuter les rythmes, les conditions, les étapes, dans un cadre d'engagement et de progression collective ».

Mais, depuis ? La déception provoquée par le score a conduit à l'affaiblissement des comités, tandis que s'avivaient les divergences politiques. On a alors assisté à une involution de la dynamique qui avait marqué les débuts de la campagne, marquée en particulier par la décision de la direction du MRC de se retirer des comités. Par la suite, une grande partie des militants de la LCR a dû s'en désinvestir, appelée par des tâches qui, dans la nouvelle situation, ne pouvaient être assumées dans le cadre des comités, et de nombreux militants inorganisés se sont eux aussi désengagés... Tandis qu'on passait de plusieurs milliers de militants actifs à quelques centaines, les divergences politiques, explicites ou non, conduisaient souvent à la paralysie de l'activité des comités au plan national. Divergences lors des législatives, quand il s'est agi de décider la présentation ou non de candidats, et face aux propositions « d'ouverture » du PS, lorsque P. Juquin a proposé en commun avec la minorité des Verts une autre plate-forme que celle de la présidentielle ; et

aussi sur les choix à faire par rapport aux prochaines élections municipales...

Par ailleurs, les comités avaient su agir fort positivement lors des événements d'Ouvéa, pour un Premier Mai unitaire face à la provocation de Le Pen, en présentant une soixantaine de candidats aux législatives...

C'est au vu de ces données contradictoires que, dès la rencontre de juin des comités, la LCR, comme c'était son droit et son devoir en tant que composante du mouvement, défendait dans une lettre aux délégués de cette rencontre les propositions suivantes : « Il nous faut l'expérience de nouveaux combats menés en commun pour confirmer la force de nos convergences, surmonter les divergences qui existent entre nous, approfondir les débats stratégiques que nous devons engager. Ainsi, nous sommes divisés sur les perspectives organisationnelles qui peuvent être celles du mouvement que nous formons. Bien des conceptions existent : Faut-il construire un parti ou non ? Sur quelles bases ? L'objectif est-il un "mouvement vert-rouge" ? (...) Il est clair que, pour répondre à ces questions, un débat de fond est nécessaire. Nous y défendrons nos conceptions : nous pensons que le combat pour la révolution socialiste nécessitera un instrument qui ne saurait être un "mouvement vert-rouge", mais bien un parti révolutionnaire. Bien évidemment, ce débat porte sur les objectifs stratégiques beaucoup plus que sur des "formes organisationnelles". Faute d'un tel débat, toute initiative précipitée dans un sens ou dans un autre ne pourrait conduire qu'à l'éclatement. Donc, débattons ! Et, en même temps, agissons ! Ce sont, en effet, les tests pratiques qui seront décisifs et c'est l'action commune qui peut permettre de progresser tous ensemble. »

À la rentrée, un certain nombre de campagnes communes étaient décidées. Mais, dès lors, c'est le projet de P. Juquin de constituer une organisation qui prit le dessus. Tout en affirmant notre volonté de préserver le cadre unitaire des comités, nous avons exprimé clairement notre opposition au projet de « mouvement vert-rouge » prôné par Juquin. Il s'agissait de constater que les conditions concrètes ne permettaient pas d'envisager un saut qualitatif : la constitution d'une nouvelle organisation politique à partir de ce qu'étaient devenus les comités. Choix qui ne pourrait conduire qu'à l'éclatement de ceux-ci et à la séparation des composantes politiques qui avaient rendu possible la campagne présidentielle. En revanche, nous proposons que l'expérience soit poursuivie sur la base d'interventions communes, dans un cadre de fonctionnement fédéraliste, souple, et au consensus, et que des débats de fond soient engagés pour confronter les positions en présence.

Ces propositions ont été confirmées par le comité central d'août et systématiquement depuis, malgré une situation qui allait se dégradant, jusqu'aux assises.

Comme les camarades eux-mêmes, nous sommes prêts à reconnaître que certaines erreurs ont pu être commises au long de cette dernière

phase. Reste que, si les campagnes décidées en commun n'ont pas été réellement menées, si les débats nécessaires n'ont pas été effectivement engagés, ce n'est pas principalement de notre fait. Mais bien de celui de camarades qui, autour de Pierre Juquin, faisant le même constat de l'affaiblissement des comités, ont décidé qu'il était possible et nécessaire de jouer le va-tout de la constitution d'une nouvelle organisation !

RECOMPOSITION ET RECOMPOSITIONS

Que signifiait cette volonté de certains courants de constituer une nouvelle organisation ? Lors des discussions avec la FGA et le PSU, et devant la coordination des comités, nous avons expliqué qu'il convenait de clarifier la portée et la nature du processus envisagé : ou bien unification de certains courants, ne remettant pas en cause le cadre pluraliste des comités, ou bien projet prétendant transformer les comités en nouvelle organisation politique. Autant la première logique était inattaquable, autant la seconde relevait de la captation d'héritage, pour ne pas dire de la manipulation.

Libre, en effet, à la FGA, au PSU et à P. Juquin de considérer que, comme l'écrivent les camarades, ladite nouvelle organisation « témoigne de l'affirmation d'un mouvement politique pluraliste, fédérant des expériences et des cultures politiques diverses ». Et même « qu'il représente aujourd'hui le seul cadre pluraliste permettant d'agir et de débattre en vue d'une perspective devenue tangible : l'émergence dans ce pays d'une nouvelle force politique anticapitaliste, féministe, écologiste, susceptible de jouer un rôle politique significativement supérieur à celui auquel peut prétendre chacune des composantes qui s'étaient engagées dans la campagne présidentielle » (sic !). L'histoire le dira !

Autre chose était de prétendre que cette organisation était le produit de la mutation des comités. Car il est une chose que la (petite) histoire a déjà tranché : si, aux assises, « tout ne fut pas parfait », ce fut, non pas fonction de telle ou telle maladresse, mais bien à cause du projet même : par rapport aux comités, sous couvert de « pas en avant », c'était bien un arrachement... Parce que, officiellement, on prétendait « poursuivre » le « mouvement des comités », on se revendiquait du fédéralisme et on prônait un processus ouvert de discussion et d'expérimentation. Mais, parce qu'il s'agissait bien de constituer une organisation, il fallait définir des bases politiques d'adhésion (individuelle), un mode de fonctionnement selon la loi de la majorité, et former une direction. D'où les contorsions peu élégantes qui présidèrent aux décisions clés : un texte programmatique qui n'est qu'une contribution (parmi d'autres... à venir !), mais de la majorité de la direction... Une direction censée représenter les « comités », tout en faisant leur place aux personnalités indispen-

Le tout au détriment des comités eux-mêmes et au prix d'un recul des acquis de cette première expérience de recomposition.

DES CHOIX ERRONES

Les camarades concernés ont fait plus qu'adhérer à titre individuel à la nouvelle organisation ; ils ont cautionné politiquement l'opération en prétendant apporter le concours d'une tendance de la LCR à un processus dont le caractère pluraliste et la continuité revendiqués apparaissent largement surestimés, pour ne pas dire usurpés.

Pour ce faire, les camarades ont accepté tous les accrocs à la démocratie et à la clarté politique.



Peut-être les camarades refusent-ils d'admettre ce qu'est la véritable nature de la Nouvelle Gauche pour se voiler les yeux sur les confusions qui entachent les bases politiques de cette organisation. Un « mouvement » peut se rassembler sur quelques axes communs, lui permettant d'agir et d'expérimenter, les problèmes de fond étant soumis à débat sur le plus long terme ; ce qui fut réalisé lors de la campagne présidentielle... Mais, affirmer une organisation politique — qui affiche les ambitions qui sont celles de la Nouvelle Gauche — suppose des délimitations programmatiques autres, sous peine de construire sur le sable. Les pétitions de radicalisme ne suffisent pas !

C'est pourquoi le texte de référence revêt une réelle importance. Ou bien ce n'est qu'une contribution, et l'on voit mal sur quoi on adhère à la Nouvelle Gauche. Ou bien il concentre au moins une première approche du programme de l'organisation. A moins d'irresponsabilité, il convient de retenir la seconde hypothèse. Qui signifie qu'un bilan vite tiré du stalinisme et de la social-démocratie, le règlement d'un trait de plume des questions de l'Etat et de la violence, le blanc laissé sur les questions de stratégie révolutionnaire, l'escamotage de la crise capitaliste et de ses effets sociaux... ont été adoptés sans même être discutés ! Est-ce ainsi qu'on peut faire le poids pour

résister aux attractions d'une social-démocratie omniprésente, d'un PC qui n'est pas mort, et même des Verts qui, de leur « ailleurs », gèrent un petit capital électoral apte à fasciner d'aucuns ?

Les camarades peuvent dire qu'il s'agit d'un « processus », encore « ouvert », appelé à se développer sur une année avant les décisions définitives... N'empêche que leur projet de construire un courant marxiste révolutionnaire moderne se traduit aujourd'hui par leur adhésion acritique à une organisation aux bases politiques floues. Car l'organisation est créée. Dans les mois qui viennent, elle va devoir prouver sa viabilité et la légitimité de ses projets, en affrontant les reclassements en cours, en répondant aux luttes sociales et aux échéances électorales. Ce n'est pas « hostilité » que de considérer qu'un départ marqué par des amputations et des confusions majeures n'est pas de bon augure pour relever de tels défis.

L'objectif commun étant bien une recomposition d'une force révolutionnaire, nul ne peut souhaiter que les militants qui s'engagent dans la Nouvelle Gauche avec cette volonté connaissent un échec. Mais, pour l'éviter, mieux vaut ne pas entretenir d'abusives illusions. La Nouvelle Gauche ne saurait être le « seul cadre pluraliste » existant aujourd'hui, ni à elle seule l'expression de la recomposition opérée lors de la campagne Juquin. Il s'agit d'une organisation qui se constitue dans les conditions difficiles qui sont celles de l'échec de cette première phase.

Non un échec définitif des processus de recomposition. D'autres possibilités vont naître des luttes et des prochaines échéances politiques. Auxquelles il faudra répondre, ensemble si possible. Nous l'espérons et nous y travaillerons.

Reste que les camarades font le choix de quitter la LCR. Ce n'est pas le bon. Ils tirent ainsi un trait sur un capital politique et militant à l'accumulation duquel ils ont participé. Et, au regard même du projet de recomposition d'un courant révolutionnaire, ils se privent ainsi de l'outil le plus efficace et qui l'a prouvé, la LCR, pour parier sur l'aléatoire.

Ce constat amer n'épuise pas l'avenir. Bien des choses restent à faire en commun. Espérons que de nouveaux bilans permettront de reposer les problèmes en termes plus justes qu'aujourd'hui.

Erratum

Dans le numéro 79-80 de novembre-décembre 1988, une malencontreuse erreur rend difficilement compréhensible la fin de l'article de Claude Gabriel, page 62.

L'article se conclut par la phrase : « Ensuite, il faudra reprendre le long travail d'explication pour qu'un jour Kanaky soit libre. »

Les deux paragraphes qui suivent sont en fait deux notes dont les appels ont sauté, page 58, première colonne, fin des deuxième et troisième paragraphes.

1938 — 1968 — 1988

Pour le trotskysme, sans sectarisme ni faiblesse

DANIEL SOREL, PATRICK QUENTIN, GERARD FILOCHE, ALAIN MATHIEU

CE IX^e CONGRES de la LCR peut approfondir brutalement sa crise ou amorcer un redressement la situant au cœur de la remobilisation sociale actuelle et de l'émergence d'un parti ouvrier révolutionnaire en France. L'enjeu n'est pas mince. Notre organisation trouvera-t-elle les ressources militantes et de direction pour écarter l'orientation dite de l'« alternative », qui tend à l'adapter aux vieilles couches militantes marginales et sceptiques ? Arrivera-t-elle à se tourner résolument vers les nouvelles générations qui entrent progressivement mais massivement en lutte, après avoir électoralement battu la droite et l'extrême-droite ? Cherchera-t-elle à les orienter politiquement, en se situant au cœur du mouvement ouvrier, de sa rénovation, de ses reclassements, de la critique impitoyable de ses bureaucraties réactionnaires, pour impulser une dynamique de rupture avec le capitalisme, ses hommes, ses partis, ses intérêts ? Proposera-t-elle enfin, sans autolimitation ni mauvais détours, à ces nouvelles générations, aux syndicalistes, aux électeurs et aux militants du PCF et du PS qui cherchent à secouer les carcans bureaucratiques, qui s'opposent à l'ouverture à droite de l'un et au sectarisme stalinien de l'autre, leur proposera-t-elle un chemin d'expériences communes et de construction d'un nouveau parti, ouvrier, démocratique, révolutionnaire ?

Notre IX^e Congrès peut donner une impulsion décisive à l'une ou l'autre de ces orientations. La première nous enliserait dans la crise interne, les processus de démoralisation, la marginalisation sociale. La seconde est en phase avec ce qui bouge dans la société, avec celles et ceux qui veulent bousculer les poncifs de l'ordre établi, la résignation à la « fatalité » des contraintes capitalistes. Elle répond aux aspirations de la génération de 1986, des cheminots et des instituteurs, des ouvriers et des infirmières, qui sont entrés en lutte contre ces « contraintes », pour assurer leurs conditions de vie et leur dignité.

LA CAMPAGNE JUQUIN : UN ÉCHEC QUI N'ÉTAIT PAS FATAL

Mais, pour être capable d'impulser ce nouveau cap, il faut savoir tirer sans complaisance les leçons de notre activité récente. Nous nous sommes engagés dans la campagne de soutien à la candidature présidentielle de Pierre Juquin avec un triple souci :

◆ Donner un prolongement politique aux mouvements sociaux de l'hiver 1986-1987 en rassemblant autour de quelques exigences fondamentales : battre la droite et l'extrême-droite ; affirmer des revendications et des aspirations de haut niveau sans concession au « réalisme » des gestionnaires de la crise capitaliste et des intérêts impérialistes français ; refuser autant l'ouverture à droite du PS qu'une répétition de l'expérience vécue entre 1981 et 1986, et leur opposer la perspective d'un gouvernement reposant sur une

majorité de gauche au Parlement et satisfaisant les revendications.

◆ Nous lier aux militants rénovateurs communistes entrés en rébellion contre la direction du PCF, pour agir sur leur évolution politique et les processus de crise dans leur parti et dans le mouvement ouvrier en général.

◆ Réaliser sur cette base un regroupement de forces, de militants, de jeunes, capable au lendemain de la campagne de prendre l'initiative de nouvelles batailles d'unité ouvrière contre les capitalistes et leurs gestionnaires, d'ouvrir un chemin de rupture avec la bourgeoisie.

Tout ceci pouvait créer un cadre beaucoup plus large pour nos propositions politiques et pour avancer dans la clarté avec les militants de cette campagne vers la construction d'un parti révolutionnaire.

Pour une partie de la LCR (dont nous sommes), la campagne présidentielle était un premier test dans ce sens. Mais cela exigeait un contrat sur ses bases politiques et sa direction entre les organisations parties prenantes et Juquin, ainsi qu'un combat politique permanent de la Ligue pour en préserver le contenu. C'était la seule façon d'avoir des garanties politiques et démocratiques sur cette campagne, d'éviter que Juquin ne s'érige en candidat Bonaparte, décidant de l'essentiel sans accord préalable des organisations. C'était aussi une nécessité pour que les comités de soutien soient vécus comme des cadres unitaires de campagne, d'action, de débats, et non comme les comités de base d'un nouveau mouvement sous la direction plénipotentiaire de Juquin.

Pour une autre partie de notre organisation, cette campagne présidentielle était le moyen enfin trouvé d'un « dépassement » artificiel de la LCR. Pour ces camarades, le contrat politique avec Juquin et les autres organisations paraissait superflu parce que Juquin le refusait, que les orientations initialement annoncées par lui recoupaient les thèmes de campagne que nous proposions, et qu'il semblait être le seul fédérateur possible des forces engagées. De même, clarifier la nature des comités était incongru puisqu'ils devaient constituer les organes de base d'une « nouvelle force politique » (dans le sens d'une nouvelle organisation). La recherche du « consensus », enfin, était érigée en méthode, en lieu et place de la clarification politique.

La majorité du comité central de la LCR se retrouvait dans cette seconde conception ou, à cheval entre les deux, la mettait en pratique, plongeant dans la confusion et l'ambiguïté l'activité des militants.

ROMPRE AVEC L'EMPIRISME DE DIRECTION

Mais les faits ont tranché. Dès qu'il a eu le sentiment d'avoir satellisé la LCR, et surtout dès que sa candidature ne dépendait plus matériellement

ment de notre activité, Juquin a profondément infléchi le sens de sa campagne. Il l'a largement vidée de son contenu de classe, en brossant la perspective confuse d'une « société du troisième type » et en lui fixant pour objectif la formation d'un mouvement « vert-rouge ». Les conséquences ne se sont pas faites attendre. Des milliers d'électeurs potentiels, y compris socialistes et communistes, initialement attirés par la campagne, s'en sont détournés. La sanction du score électoral libérait les divergences jusque-là étouffées par la méthode du consensus. Elles éclataient au moment du bilan, puis des élections législatives. Les comités commençaient à dépérir : non seulement les rénovateurs les désertaient en tirant un bilan sans complaisance de l'orientation imposée par Juquin, mais ils n'étaient plus un cadre dynamique et attractif.

L'heure de la clarification politique semblait avoir sonné. Pas pour la majorité de notre CC qui choisissait la fuite en avant en soutenant la désignation d'un « exécutif » national des comités... sur lequel Juquin s'est appuyé pour promouvoir, lors des assises de décembre, la fondation d'une organisation, la Nouvelle Gauche, sur des bases politiques élastiques...

L'ex-majorité du CC de la LCR a éclaté, dans le cours de la préparation des assises, en quatre composantes. La T3 prônant un soutien pur et simple à Juquin. D'autres voulant se maintenir dans les comités même transformés en organes de base d'une nouvelle organisation. Les troisièmes défendant leur caractère unitaire et menaçant de rompre si le projet de Juquin s'imposait. Les derniers cherchant à nier les problèmes pour recoller les morceaux de l'ex-majorité. Aujourd'hui, ces trois dernières composantes se retrouvent sur le même texte d'orientation soumis au congrès.

Nous ne nous satisfaisions pas de cet éclatement ni de cette réconciliation sur les tâches futures ; nous voulons refaire l'unité de la Ligue sur des bases politiquement saines. Car, au-delà de leur aspect conjoncturel, les divergences apparues révèlent une ligne de fracture entre les segments de l'ex-majorité : y a-t-il ou non actualité de la construction du parti révolutionnaire, et la LCR en est-elle le moteur ? De la réponse à cette question découle toute une conception de l'intervention et de la construction de la Ligue.

Toutes les composantes de l'ex-majorité s'accordent à souligner les « acquis » de la campagne Juquin ; toutes évoquent les seules difficultés objectives pour expliquer son échec. Or ces acquis sont bien limités, et surtout un large potentiel a été dilapidé. De la dynamique des débuts, il ne reste rien. La LCR ne s'est pas renforcée parce qu'elle n'a pas su se distinguer, ni défendre contre Juquin, dans les comités et devant l'opinion publique ouvrière, ce qui pouvait faire le succès de cette campagne. L'échec, enfin, n'était pas obligatoire, et ses raisons sont avant tout politiques. Il est dû à des erreurs d'orientation et de méthodes, et nous y avons pris notre part. En particulier la majorité de notre direction n'a pas voulu comprendre qu'une alliance sur une base minimale commune exige un combat politique

permanent, non une adaptation de tous les instants.

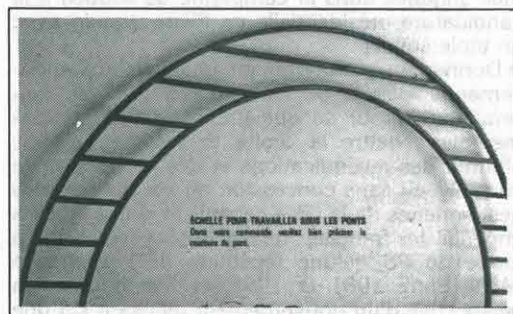
Ne pas reconnaître ces évidences, c'est rester à mi-chemin d'un bilan sérieux ; c'est risquer de reproduire les mêmes erreurs dans des conditions analogues. Or celles-ci ont toutes chances d'apparaître dans les prochains soubresauts de la crise du mouvement ouvrier, percuté par la relance des mobilisations sociales.

S'il est une leçon générale à tirer de cette expérience, c'est que l'empirisme et l'opportunisme de direction doivent être combattus et autant que possible écartés, pour que la Ligue joue un rôle positif non seulement dans la recomposition de l'offensive sociale mais aussi dans celle du mouvement ouvrier.

DES MOBILISATIONS SOCIALES A LA CONSTRUCTION DU PARTI

Car il ne suffit pas d'essayer de rebondir aujourd'hui sur le tremplin des luttes sociales. Il s'agit d'intégrer les principaux paramètres de la situation dans une orientation de construction du parti. C'est ce que nous avons cherché à définir à travers deux projets de thèses pour le IX^e Congrès de la LCR : l'un sur la situation politique et les tâches, l'autre sur la construction du parti révolutionnaire.

A la différence des composantes de l'ex-majorité, nous ne voulons pas attendre la prochaine péripétie de la crise du mouvement ouvrier pour ériger en politique un nouveau raccourci. La construction de la LCR peut être le moteur du regroupement plus large et par bonds du parti révolutionnaire. A condition de chercher non seulement à développer et à animer la relance de l'offensive sociale mais à lui dégager une perspective politique, en opposant ses revendications à la politique de Rocard et à son ouverture à droite, en exigeant la satisfaction des aspirations populaires par la majorité PS-PC au Parlement, en développant une politique de front unique ouvrier et d'alliances conjoncturelles ou plus durables avec des forces qui surgissent de la crise des organisations traditionnelles, PC, PS, syndicats ; et en menant le combat idéologique pour dégager les regroupements qui formeront le nouveau parti ouvrier.



L'année de tous les dangers

FRANÇOIS DUVAL, HELENE VIKEN

LE IX^e CONGRÈS de la LCR ne ressemblera pas aux précédents : son enjeu est véritablement de savoir si la Ligue va changer d'orientation et, accessoirement, de direction. Le choix est brutal : ou bien la poursuite d'une politique d'ouverture aux phénomènes de recomposition du mouvement ouvrier, ou bien le repli sur les certitudes rassurantes et le retour en force du dogmatisme. Le plus rageant est que ces dangers ressurgissent à l'issue d'une campagne électorale où nous avons pu défendre notre politique dans un cadre infiniment plus large qu'à l'ordinaire et alors que chacun s'accorde à reconnaître la place que les militant(e)s de notre organisation ont pris dans les conflits sociaux.

UNE SITUATION COMPLEXE

Les révolutionnaires sont confrontés aujourd'hui à une situation à bien des égards inédite où les recettes traditionnelles s'avèrent inopérantes. La principale caractéristique des mobilisations ouvrières de l'année est la profondeur du décalage entre l'ampleur de la réactivation du mouvement social et l'absence de référence politique globale. D'un côté, des grèves massives, dures, prolongées, aux exigences revendicatives radicales, aux formes d'auto-organisation très avancées animées par des révolutionnaires. Mais, de l'autre côté, une méfiance vis-à-vis des appareils bureaucratiques qui s'étend parfois à l'outil syndical (et à plus forte raison politique) lui-même, la priorité aux revendications catégorielles (justifiées) sur la solidarité avec les autres couches professionnelles, la volonté (saine) de contrôler sa grève débouchant sur des grandes réticences à l'extension des luttes, la tentation d'un syndicalisme de métier, certes débarrassé du carcan bureaucratique mais sans visée consciente de transformation sociale radicale.

La remontée depuis 1986 des luttes et de la combativité des salariés, notamment ceux de l'Etat, ébranle en profondeur la résignation à l'austérité. Elle ne se traduit pas naturellement en radicalisation de la conscience de classe, encore moins en adhésion au projet révolutionnaire. La présence de « trotskystes » à la tête des luttes et en première ligne de l'émergence d'un nouveau paysage syndical ne doit pas faire illusion : les travailleurs et les travailleuses reconnaissent nos qualités militantes, notre savoir-faire, notre désintéressement et notre attachement à la démocratie, toutes choses qui ne tombent pas du ciel mais résultent de notre orientation. C'est déjà beaucoup ! Penser qu'il y a plus, le choix d'une orientation politique alternative à la gauche réformiste, incarnée par la LCR, n'est pas raisonnable.

Ce constat renvoie à l'avancée réalisée par les thèses du dernier congrès quant à l'appréciation de la crise du mouvement ouvrier. Nous ne sommes plus, comme dans les années trente, confrontés à un mouvement ouvrier riche de traditions révolutionnaires, attaché au combat pour le

socialisme mais dominé par des directions bureaucratiques. C'est l'ensemble du mouvement ouvrier, ses références, son espérance d'une société différente, son système de représentation politique qui sont en crise. Et sa recomposition révolutionnaire réclamera du temps, de nouvelles expériences de lutte, des processus non répétés par l'histoire et des initiatives audacieuses. Le schéma sur lequel nous avons vécu depuis les années soixante-dix (montée du mouvement des masses, radicalisation, renforcement dans un premier temps des partis réformistes comme outils traditionnels de l'expression de cette radicalisation, expérimentation directe de la gestion des réformistes *via* la gauche au pouvoir, contradiction entre des aspirations ouvrières et la politique gouvernementale, débordement révolutionnaire) est devenu inopérant dès lors que les faits ont démontré une tout autre logique (1981-1986). C'est là qu'il faut chercher les origines de la crise d'orientation que nous connaissons. C'est à cela que les VII^e et VIII^e Congrès avaient tenté de répondre.

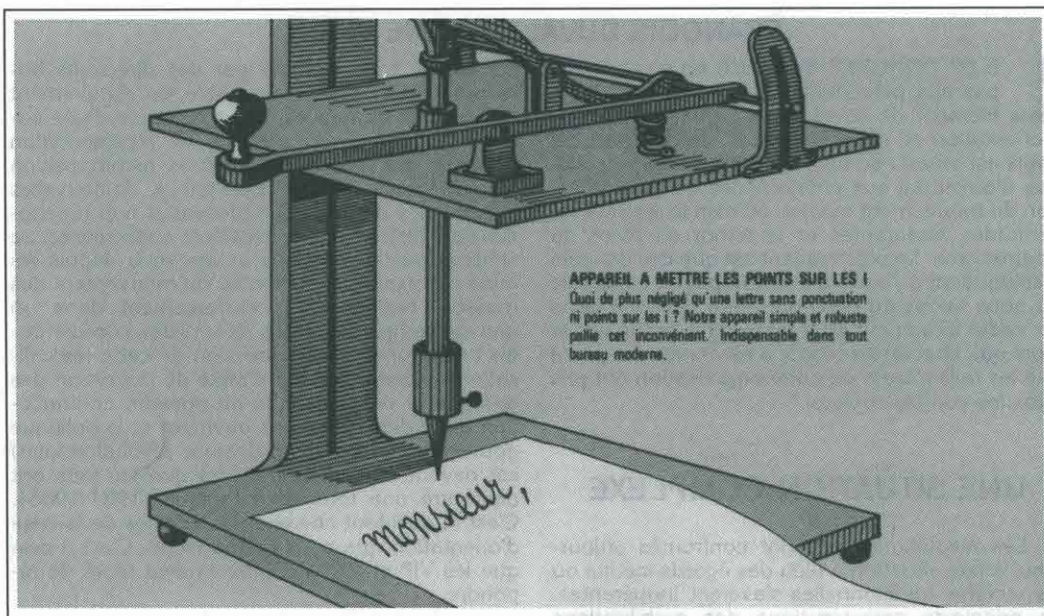
LE RETOUR DES RECETTES MAGIQUES

Prenant prétexte des difficultés de la situation, des lendemains douloureux de la campagne Juquin, divers regroupements nous proposent des orientations en rupture avec ce que la LCR applique en pratique depuis cinq ans : il s'agit de tourner le dos aux premiers phénomènes de recomposition politique sous prétexte qu'ils sont trop petits ou trop confus (les raisins seront toujours trop... verts), au profit d'une réaffirmation proclamatoire de la LCR, d'un refus au nom de l'orthodoxie (?) de tout débat réel sur les médiations actuelles nécessaires dans la voie de la construction d'une force révolutionnaire, d'un activisme débridé autour de campagnes centrales censées nous ouvrir la voie des masses, d'une somme de mots d'ordre « gadgets » (gouvernement PC-PS pour les uns, grève générale pour les autres) afin de résoudre — en paroles — les contradictions bien réelles de la situation politique.

Des réhabilitations en cours en URSS à notre rôle dans les grèves, tout est alors sujet à auto-intoxication sur le thème — porteur à la veille d'un congrès — « l'heure est au trotskysme ». Le mythe de la forteresse assiégée se développe alors sans rivage. La LCR qui a raison, qui a toujours eu raison, contre le reste du monde... Pourtant, il y a mieux à faire qu'un repli nombriliste impuissant.

TENIR LE CAP POUR ETRE A LA HAUTEUR DE NOS TACHES

A partir de 1983, lorsqu'il est apparu que les thèses de la majorité de la LCR de 1981, jugeant (ni plus, ni moins) que la victoire de Mitterrand ouvrait la voie à une crise révolutionnaire, se



APPAREIL A METTRE LES POINTS SUR LES I
Quoi de plus négligé qu'une lettre sans ponctuation ni points sur les i ? Notre appareil simple et robuste pallie cet inconvénient. Indispensable dans tout bureau moderne.

heurtait aux durs pépins de la réalité, nous avons contribué à infléchir le cours de la LCR : contre l'aventure irresponsable de la « réunification du mouvement trotskyste », les aberrations du « tournant vers l'industrie », autant de « tactiques de construction du parti » qui, en trichant avec la réalité, tentaient (en vain évidemment) de faire franchir un saut qualitatif à la LCR.

A travers le débat autour d'une issue anticapitaliste à la crise, de la démarche pour une alternative politique à gauche de la gauche, l'investissement résolu dans la campagne Juquin et la construction des comités, la LCR s'est donnée un autre visage : celui d'une organisation vivante, fière de sa tradition militante mais unitaire, ouverte au mouvement social, capable de débattre et d'agir avec des courants et militants de cultures politiques différentes. Prête à avancer dans la construction d'une force politique plus large, sans renier ses convictions mais sans en faire un préalable.

Cet automne, dans le débat qui a traversé les comités issus de la campagne présidentielle, la LCR s'est écartée de cette orientation. Les conditions n'étaient, certes, plus réunies pour créer une nouvelle force politique à partir des comités, permettant de dépasser les organisations existantes, dont la LCR. Malgré la formidable dynamique durant la campagne de Juquin, le faible score, les divergences maintenues entre les différentes composantes, le départ des renovateurs ont conduit à une involution réelle du processus. Mais un tel constat, s'il nécessitait de réajuster nos objectifs par rapport à ceux du début de la campagne, ne justifiait nullement la politique mise en œuvre en pratique par la direction de la LCR : désinvestissement des militants, annonce en fan-

fare du départ de la LCR des comités aux assises des renovateurs à Vitrolles, bataille rendue non crédible par ces actes concrets autour de la défense de la motion « Sauvegardons l'unité ». Sa volonté affichée de défendre le maintien des comités comme cadres unitaires de débat et d'action n'empêchait pas le doute à l'égard des intentions réelles de la LCR, d'autant plus que s'y sont cyniquement engouffrés tous ceux qui voulaient en réalité mettre fin à l'expérience en cours, quitter les comités et passer à autre chose. La LCR n'a pas été capable de comprendre l'enjeu que représentaient encore ces comités, comme cadres pluralistes, témoins concrets de la première expérience importante de recomposition politique ; elle n'a pas su répondre à l'aspiration de ceux et celles qui s'étaient engagés dans la campagne électorale pour aller au-delà et construire un mouvement durable. Ce qui a laissé toute latitude à d'autres forces pour imposer leur projet politique, la construction de la Nouvelle Gauche.

Le profil de la LCR s'est ainsi dangereusement brouillé, ce qui peut affecter à l'avenir sa crédibilité comme organisation prête à s'engager dans de futurs phénomènes de recomposition politique. La LCR a semblé renouer avec ses vieux démons, ceux des « coups politiques » sans lendemain.

Ce congrès doit être l'occasion du sursaut. Les forces vives existent au sein de la LCR pour cet objectif. Le sens de notre combat est de tout faire pour les mobiliser, pour préserver une démarche d'ouverture audacieuse en direction de la crise du mouvement ouvrier, sur le terrain politique, syndical et social, pour maintenir résolument une orientation féministe, pour refuser le repli, pour garder le cap.

Tracer notre chemin

1989, une bonne année... pour construire la LCR

LAURENT CARASSO

QUELQUES QUESTIONS importantes pour les révolutionnaires doivent être éclaircies à l'occasion de notre congrès...

La première est de bien comprendre ce qui se modifie dans la situation sociale et politique depuis en gros le milieu des années quatre-vingt et dont les grèves récentes sont l'illustration. Même si nous ne prenons ici en compte que l'Etat français, ce type de modification s'effectue sous des formes différentes dans l'Europe capitaliste.

Il existe, dans ce pays, une génération de militants et militantes ouvriers actifs depuis une quinzaine d'années, marqués par plusieurs expériences de mouvements de grèves. Souvent, ces militants ont été en contact avec les révolutionnaires, ils ont pu les voir agir, proposer une autre politique que les réformistes, plus efficace et refusant la capitulation face au patronat. De plus, au sein de cette même génération, avec les révolutionnaires, beaucoup ont été porteurs de réponses sociales et politiques sur des questions que ne voulaient pas aborder les réformistes. Le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme militant ont été portés dans la durée dans les entreprises, essentiellement par l'activité politique des militants révolutionnaires qui y relayaient des campagnes menées plus largement.

Si on prend du recul dans l'histoire du mouvement ouvrier depuis la Libération, ce fait est majeur car ainsi, dans beaucoup d'entreprises, des militants ont su continuer à agir politiquement en dehors du stalinisme ou de la social-démocratie. Dans une période antérieure comme celle du début des années cinquante, où une telle couche militante existait, forgée sous l'Occupation et dans les années qui suivirent, les militants révolutionnaires furent réduits à l'isolement et ne purent que très rarement rester des références pour les militants d'avant-garde. Le mouvement ouvrier politique dans les entreprises, c'était le PCF.

Donc, cette couche militante, formée dans les années soixante-dix, toujours active, trouve aujourd'hui à côté d'elle une nouvelle génération de jeunes travailleurs et travailleuses, venus dans les entreprises ces dernières années et qui n'ont pas le même rapport aux partis et syndicats que leurs aînés. Souvent, ils ont eu quelques expériences à travers les mouvements de la jeunesse scolarisée, ou dans quelques-uns des conflits des dernières années.

Ces deux générations apparaissent aujourd'hui dans l'ossature des structures d'auto-organisation, des coordinations qui se sont mises sur pied à la SNECMA, à Air France, dans les hôpitaux.

Il serait donc particulièrement réducteur de ne voir là que des formes démocratiques ou la seule irruption d'une nouvelle génération peu politisée ou corporatiste.

On parle souvent dans la LCR de la recomposition politique du mouvement ouvrier, dont on cherche en général la matrice au sein des partis traditionnels ou des petits groupes réformistes de gauche, alors que son creuset actif, son expression concrète se trouvent d'abord dans les phé-

nomènes à l'œuvre lors des grèves récentes et dont nous sommes partie prenante.

Toute analyse, toute politique de construction d'un parti révolutionnaire, toute définition d'une tactique de front unique doit donc intégrer cela.

UN NOUVEAU RAPPORT AUX DIRECTIONS TRADITIONNELLES

Certains ont vu dans la situation sociale des années récentes l'atomisation de la classe ouvrière, sa transformation sous le coup des mutations industrielles, l'intériorisation des contraintes de la crise. Les mêmes observateurs ne voient souvent dans les mouvements de grève actuels que la démonstration d'une très faible politisation, un comportement corporatiste de salariés qui ne s'identifieraient plus à une classe ouvrière mythique.

Une étude d'ensemble, que devrait mener notre parti, des grèves récentes montrerait qu'à côté de mouvements de catégories (infirmières au départ, conducteurs de centrales EDF, mécanos RATP) d'autres grèves (Air France, SNECMA, nombreux hôpitaux) ont concerné toutes les catégories. L'aspect catégoriel au départ de plusieurs conflits, l'apparent cloisonnement des grèves témoignent d'une volonté présente depuis la grève des cheminots de l'hiver 1986-1987 : celle de contrôler sa grève, de ne pas se faire noyer dans la énième action syndicale sans débouché et qui échappe à ceux qui la mènent. Et le phénomène majeur dans ces grèves n'est pas un lent processus de politisation mais bien le mélange de plusieurs générations, d'expériences, sur un fond de méfiance envers les directions syndicales et politiques. Aussi, le rôle des révolutionnaires est d'avancer clairement la nécessité d'une extension qui offre les mêmes garanties.

Ceci n'est pas signe de dépolitisation ou de corporatisme, ni d'un faible niveau de conscience. Dans les années soixante-dix, les mouvements interpro (essentiellement des journées de grève de vingt-quatre heures) venaient d'initiatives des directions confédérales. Aujourd'hui est présente la crainte s'il s'agit de passer à une phase interprofessionnelle de ne plus avoir les mêmes garanties de contrôle et d'efficacité que dans les conflits partiels ou de branche.

Et, ne nous y trompons pas, ces travailleurs dont nous parlons ici sont bien les mêmes qui ont voté pour la plupart contre la droite en 1988, qui votent régulièrement CGT ou plus rarement CFDT. Mais ils le font sans le rapport de confiance politique qui existait antérieurement...

DE TOUT CELA, QUELLES LEÇONS POUR LA LCR ?

Si la LCR occupe tant de place dans les conflits actuels, ce n'est donc pas « par hasard »,

1983, une bonne année... pour construire la LCR

par savoir-faire. C'est bien la reconnaissance que les révolutionnaires tiennent à l'efficacité et à l'unité de la lutte. C'est, en pointillé, la reconnaissance d'une utilité politique par des « vieux » travailleurs d'avant-garde et aussi par des jeunes qui sont plutôt méfiants vis-à-vis des pontes réformistes.

Là peut résider pour nous le creuset de la construction d'un parti d'action organisant des milliers de militants dont un nombre important de femmes et de jeunes, capable de peser et d'accentuer la crise des organisations réformistes.

Ceci est différent de situations antérieures, de grèves lors des années soixante-dix où les militants révolutionnaires n'étaient que de manière isolée parties prenantes de directions de grèves.

La préparation, le déroulement, l'extension des mouvements doivent être le souci politique essentiel de la LCR, car c'est là que nous pouvons faire la démonstration de l'efficacité, de l'utilité non seulement de nos militants mais aussi de notre activité organisée, de notre parti et de notre programme.

Nous pouvons faire cela mille fois mieux dans des grèves que dans des campagnes électorales... Donc c'est là qu'il faut faire porter notre priorité d'activité, de militantisme, de direction... Et reprendre une politique sérieuse d'implantation, de concentration de nos camarades, de formation professionnelle des jeunes de notre parti.

SE COMPORTER EN AVANT-GARDE

Il faut se comporter comme une avant-garde politique dans la situation actuelle. Nous avons la responsabilité de tracer une voie dans des mouvements dont la tendance spontanée est, à la phase actuelle, la limitation à un secteur, une branche.

La grosse carence de la LCR dans les grèves de l'automne, malgré les compliments à revers que nous ont versés la presse et le gouvernement en reconnaissant notre place, est de ne pas avoir voulu se comporter comme un parti politique d'avant-garde. Ainsi, prenant appui sur notre force dans ces mouvements, nous aurions dû mettre en avant la nécessité de la grève générale de la santé dès le début de la grève des infirmières, pour la liaison entre les différents secteurs hospitaliers ; la nécessité d'une grève générale interprofessionnelle pour faire sauter le blocage de Rocard. Ces objectifs sont une bataille d'avant-garde, qui n'aurait pas été gagnée *a priori*. Mais elle pouvait montrer la voie à emprunter pour créer le rapport de forces, pour faire sauter le verrou des salaires et faire avancer des centaines de militants vers nos propositions politiques.

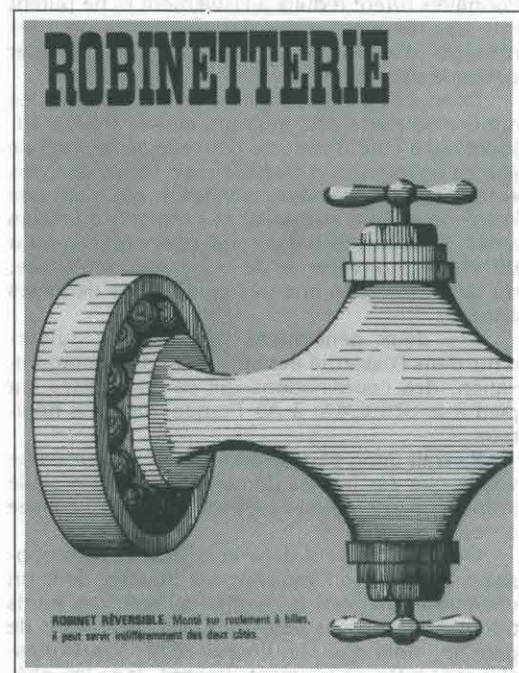
Il y a deux ans, beaucoup dans nos rangs ne comprenaient pas la place qu'allaient prendre l'auto-organisation, les comités de grève, et posaient l'ensemble des questions en terme d'unité syndicale. Aujourd'hui, il faut aller de l'avant, voir que c'est aux révolutionnaires de se battre pour l'extension des mouvements, pour que l'acquis

que représentent les coordinations soit étendu à un niveau interprofessionnel, pour franchir un nouveau pas au niveau politique, pour apparaître comme une force politique marchante.

Certains parlent de coupure entre l'activité « sociale » et une recomposition politique qui serait extérieure à ces mouvements de grève et qui viendrait « d'en haut », des vieux partis. Ce n'est pas, ce ne sera pas le cas. La crise va bien sûr se développer dans le PS, le PCF, dans les appareils syndicaux et une recomposition dans un parti révolutionnaire brassera des militants et des courants venant de ces partis. Mais le creuset, le moteur est « en bas ». Et c'est pourquoi c'est là qu'il faut faire le plus de politique, mettre le plus d'énergie. En aidant à la convergence des équipes des secteurs en lutte, en poussant à partir de ces grèves l'explication politique sur ce que font les réformistes au gouvernement, en quoi ils dirigent pour les capitalistes.

Car l'autre élément qu'il faut comprendre est qu'une tactique de front unique doit s'adapter à chaque situation et au rapport de forces réel dans la classe ouvrière. Nous ne sommes pas dans une situation où, « dans un premier mouvement, les masses ouvrières se tournent vers les vieilles organisations pour les renforcer ». Ce qui est nouveau, justement, c'est ce peu d'engouement pour les partis réformistes dans une phase de remontée des luttes.

Nous devons n'en avoir que plus d'audace dans notre intervention, de confiance dans nos possibilités. Sur ce terrain peuvent se dessiner de vraies recompositions, de vraies fusions de générations et d'expériences pour la construction d'un parti révolutionnaire.



Renouer avec les forces de recomposition

FRANCIS MARQUEZ

UN DEBAT de congrès devrait avoir pour objectif de rechercher ensemble une orientation, de donner un sens général à nos interventions, dans les luttes bien sûr mais aussi dans les diverses formes de recomposition du mouvement ouvrier. Ce n'est que trop partiellement le cas aujourd'hui. Au point que les polémiques (mal) engagées autour de l'acte de naissance de la Nouvelle Gauche occultent une vraie question : la recomposition d'une gauche révolutionnaire est-elle toujours à l'ordre du jour ? La volonté d'aller vers — faut-il préciser que « aller vers » ne signifie ni décréter l'existence ni éluder, mais travailler à partir de ce qui existe — une nouvelle force politique, clairement anticapitaliste, unitaire, pluraliste, à même de répondre positivement aux potentialités du mouvement social, et au sein de laquelle nous aurions toute notre place, cette volonté existe-t-elle encore ?

On peut en douter au vu des raccourcis proposés ici et là. Résumons : les luttes et l'actualité du trotskysme prouveraient de façon éclatante que nous avons raison. Pourquoi s'embarrasser davantage ? Seul problème : plus nous avons raison depuis vingt ans au moins, et moins notre organisation se renforce et gagne en crédibilité politique. Le vieil Hegel qui croyait à la rationalité du réel aurait-il eu tort ?

Certes, nos camarades sont impliqués dans les luttes. Mais c'était déjà le cas en 1986, et sur la base de ce constat on nous prédisait une percée. « Voyez rouge », disait-on alors... Et on a vu des scores électoraux dépassant rarement 0,5 %. Le même scénario va-t-il recommencer aujourd'hui ?

LES DONNEES STRUCTURELLES SONT TETUES

La nécessité d'aller vers une nouvelle force politique dans la période actuelle, qu'est-ce à dire ? D'abord le constat qu'un décalage profond — structurel — existe entre l'état du mouvement social, les aspirations qu'il manifeste, les interrogations d'équipes militantes très diverses, d'une part, et, d'autre part, les modes de représentation politique. Ce qui bouge et s'interroge politiquement dans ce pays ne se trouve pas globalement représenté par une force politique porteuse d'un projet de transformation sociale d'ensemble.

Cette donnée correspond à la crise profonde du mouvement ouvrier, y compris dans sa composante révolutionnaire. Et, parce que cette crise a des dimensions à la fois stratégiques et programmatiques, il est vain d'espérer du réchauffement du climat social et de la radicalisation de certaines composantes la solution à tous nos problèmes.

Faut-il répéter que la crise du mouvement ouvrier ne se réduit pas à celle de ses directions ? La recomposition d'un mouvement social qui embrasse et met en mouvement l'ensemble des composantes du prolétariat moderne, qui pose à

la fois le problème de la rupture révolutionnaire, d'une autre gestion de la société, d'un autre type de pouvoir... Tout cela implique un processus complexe, différencié, le développement combiné de lignes de résistance, de secousses sociales, d'expériences politiques diverses, de redéfinitions des fonctions et des formes d'organisation dans le mouvement ouvrier. Les recompositions à venir seront donc le produit à la fois d'un approfondissement de la dynamique sociale des luttes et d'une bataille prolongée pour la réorganisation du mouvement ouvrier.

Il nous faudra disposer d'une orientation qui permette au monde du travail d'élaborer, de faire avancer ses propres solutions. Et il faut, dans le même mouvement, un cadre qui permette le débat et l'expérimentation de toutes les composantes politiques qui seraient partie prenante.

LA NOUVELLE GAUCHE N'EST PAS UNE ALTERNATIVE A LA LCR MAIS UN PARTENAIRE PRIVILEGIE

Ce cadre, nous l'avons partiellement trouvé l'an dernier. L'indication est précieuse, car l'occasion a été donnée à des milliers de personnes de prendre ou de reprendre goût à la politique. À une autre politique, réconciliant en effet le dire et le faire, faisant se rencontrer des traditions et des cultures militantes différentes qui cherchent et s'interrogent sans sectarisme, mais qui agissent aussi avec radicalité et détermination. Parmi les valeurs mises au premier plan : le féminisme, l'autogestion, le désir de dépasser les frontières au profit d'un internationalisme concret, l'apport des références écologistes radicales. Dans ce brassage, nous avons à la fois apporté et appris. Cette expérience a souvent redonné espoir à des camarades. Elle a été et reste positive, même si elle ne constitue pas un test décisif pour le dépassement de la LCR.

Parmi les milliers de personnes à la fois mobilisées autour de la campagne Juquin et désireuses de donner une traduction politique même limitée à cette dynamique, les plus conséquents et les plus tenaces viennent de donner naissance à la Nouvelle Gauche. Les limites politiques et militantes sont évidentes. Radicales dans leur dénonciation de toutes les formes d'exploitation et d'oppression, leurs références programmatiques souffrent d'une insuffisance stratégique grave ; s'appuyant sur peu de liens entre le mouvement social et la conquête du pouvoir politique. Faute d'hypothèse stratégique en la matière, ce sont celles des autres qui peuvent s'imposer.

Mais il serait absurde que, sous ce prétexte, nous refusions de rechercher toutes les convergences et n'envisagions pas d'accompagner politiquement le processus constitutif de la Nouvelle Gauche. Il est facile d'ironiser sur les lacunes, les hésitations, les ambiguïtés des autres. En se-

Répondre avec les forces de recomposition

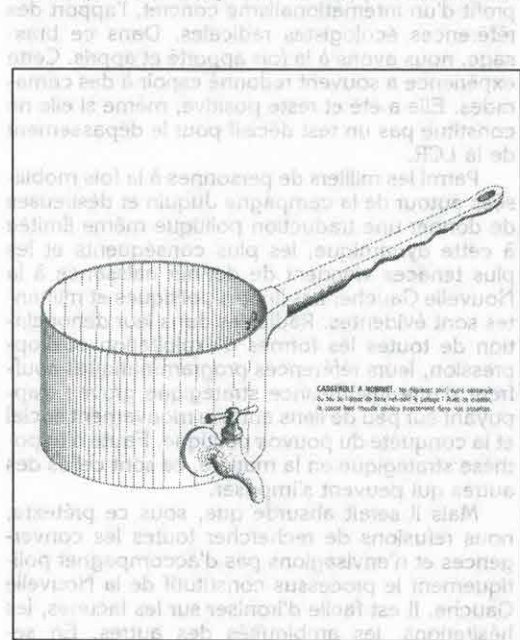
riens-nous exempts ? La recherche de raccourcis institutionnels ou électoraux est une tentation néfaste. Intervenir efficacement sur la scène politique centrale, opérer une jonction pratique avec les diverses formes de radicalité, influencer sur les divers courants de recomposition, tout cela reste à faire pour la Nouvelle Gauche... Question subsidiaire : et pour nous ?

Nous connaissons l'état des lieux. L'éclatement des renovateurs largement gagnés aux sirènes gorbatchéviennes des « reconstruc-teurs », le maintien d'un cap très fondamentaliste et très droitier par les Verts, un impact très limité sur la jeunesse, une absence de conscience politique d'ensemble pour les générations de travailleurs qui entrent en lutte. Ce bilan nous concerne tous. Il reste, pour la Nouvelle Gauche comme pour nous, beaucoup à faire. Pourquoi ne pas le faire de façon convergente ?

LA NECESSITE D'UNE ORIENTATION T3

Une nécessité demeure : celle d'une utilisation intelligente du capital politique et militant de la LCR. Ce capital — travail de masse, insertion dans les luttes, tradition d'unité d'action, liens internationalistes, filiation trotskyste, conception stratégique de la révolution, etc. — constitue dans le champ politique français actuel une médiation importante pour aider à la recomposition.

Sur la base de l'année écoulée, nous pouvons affirmer que c'est possible. L'apport d'une orientation T3, c'est de contribuer à donner une boussole politique durable : maintenir, quels que soient les difficultés ou les reculs momentanés, le cap sur l'insertion dans les processus réels (et non fantasmés) de recomposition. Notre tradition est



celle d'une vision non tacticienne du débat politique. Avec nos faiblesses et nos lacunes, du moins avons-nous essayé de relier l'ensemble des questions : analyse des transformations sociales, de la crise structurelle du mouvement ouvrier et du projet révolutionnaire, des formes de recomposition, etc.

Nous avons par le passé mis l'accent sur l'actualisation du programme. Nous estimons toujours insuffisant le catalogue de revendications radicales qui nous tient trop souvent lieu de programme d'action. Il faut un nouveau programme de transition, un corps de propositions transitoires articulées en matière d'emploi et de formation, d'écologie, de subversion des pouvoirs d'oppression, d'aspiration féministe et autogestionnaire. Et il faut concevoir ce travail comme un chantier largement ouvert, dont nous ne serions pas les seuls architectes.

Garder le cap sur la recomposition, c'est aussi refuser de penser les situations respectives de la Nouvelle Gauche et de la LCR comme des situations de concurrence. Nous pouvons travailler à faire comprendre que, sous certaines conditions politiques, il peut y avoir complémentarité, rapprochement et, pourquoi pas, synthèse. Je crois que les camarades de la T3 qui ont aujourd'hui franchi le pas en direction de la Nouvelle Gauche sous-estiment l'importance de ces conditions politiques. Or, il faut à la fois les traiter — et cela ne peut se faire immédiatement au sein de la Nouvelle Gauche, car telle n'est pas la principale base d'adhésion aujourd'hui — et avoir à son égard un profil ouvert. Ce « bon » profil, c'est celui qui nous fera dire : « Camarades de la Nouvelle Gauche, au vu de l'ampleur des questions à débattre et des initiatives à prendre, nous pouvons pendant un an (échecance du congrès constitutif) avancer ensemble : émettre au moins les hypothèses stratégiques nécessaires à une transformation d'ensemble des rapports sociaux, avoir des interventions convergentes dans les luttes, nous lier et essayer de peser sur des composantes du mouvement ouvrier en crise, continuer à permettre le brassage de cultures et de traditions militantes différentes. Un an ce n'est pas trop et, honnêtement, nous aurons les uns et les autres à nous revoir pour tirer les bilans, tracer d'autres perspectives, gagner en poids social et en crédibilité programmatique. D'autres développements sociaux et politiques seront nécessaires pour la recomposition d'une gauche révolutionnaire. Mais nous pouvons au moins, aujourd'hui, nous donner ensemble quelques jalons pour avancer sur cette voie. »

Ma conviction est que, ou bien un tel cours politique s'imposera, ou bien la LCR connaîtra le déclin et le repli. Il n'y a pas d'avenir à préserver de façon frileuse un petit groupe coupé des formes réelles de recomposition. Mais, inversement, il y a un danger réel de gâchis des potentialités de la Nouvelle Gauche si celle-ci ne traite pas, avec tout l'apport humain, politique, militant de la LCR, les questions politiques et militantes qui sont devant elle.

Aller plus loin, s'ouvrir à d'autres forces, passe par là. Avec patience... Mais aussi avec passion.

Garder le cap

Pour une LCR ouverte aux re compositions

JEAN LANTIER, FRANCIS SITEL

CE SERAIT illusion de croire notre débat actuel uniquement tourné vers le passé et ne concernant que nous : une sorte de lavage de linge sale en famille... Il n'en est rien ! L'épineux bilan de la campagne Juquin soulève des interrogations décisives quant à la trajectoire suivie par la LCR ces dernières années. Et, du coup, c'est tout l'espoir de re composition du mouvement ouvrier qui se trouve en jeu.

REGARD DANS LE RETROVISEUR

Le score obtenu au terme de la campagne présidentielle fut moins décevant en lui-même que par l'image dévalorisante qu'il donnait du travail réalisé. L'histoire a voulu que cette première entreprise de re composition se déroule sur le terrain électoral, le plus piégé qui soit. Le justifié mépris de l'électoratisme ne nous a pas épargné les déconvenues. C'est qu'il ne s'agissait pas seulement de mener une bonne campagne, la crise du PCF ouvrait pour la première fois une formidable opportunité : montrer que, face à la droite et à l'extrême-droite, le choix n'était pas seulement entre l'opportunisme social-démocrate et le sectarisme stalinien... Dur constat : la démonstration s'est révélée insuffisante pour convaincre plus largement qu'à l'habitude.

Dès lors, les forces rassemblées se sont écartées, la tension des énergies a cédé au doute et au désarroi, reculs politiques des uns et crises des autres en sont le prix... Quant aux courants qui s'étaient tenus à l'écart ou avaient ouvertement combattu le processus engagé, les voici confortés dans leur hostilité à tout projet de re composition politique à gauche du PS et du PCF.

La lecture du *Monde* doit-elle nous convaincre que ce gâchis est le résultat mérité d'une ambition insensée ? Nous ne le pensons pas !

Non pas qu'il n'y ait pas eu d'erreurs commises, et nombreuses (d'où le pluriel !), qui expliquent pour une part l'impact insuffisant de la campagne et les problèmes actuellement rencontrés. Mais l'entreprise politique elle-même ne fut pas une erreur (au singulier !). Les rénovateurs communistes ne se sont pas trompés, après leur rupture avec le PCF, en impulsant cette campagne unitaire. Les différents courants alternatifs, aujourd'hui réunis dans la Nouvelle Gauche, ne se sont pas trompés, pas plus que Juquin lui-même, en « mettant la barre haut ». Et nous, LCR, nous ne nous sommes pas trompés en nous engageant de toutes nos forces dans cette bataille pluraliste.

Celle-ci n'est qu'une préfiguration des bouleversements de plus grande ampleur à venir. Il n'y a pas, aujourd'hui, de lieu unique de re composition, mais la crise qui travaille les partis réformistes, à commencer par le PCF, le mouvement syndical bousculé par les luttes et les coordinations, les attentes de la jeunesse, les évolutions internationales... Tout cela annonce d'innérites redéfinitions et d'inattendus reclassements.

Bref, l'échec essuyé n'invalide ni les ambitions ni le projet.

DES POINTS D'APPUI...

Une grande leçon peut être tirée de la période que nous venons de vivre : de la crise que traverse le mouvement ouvrier peut et doit naître une force révolutionnaire puissante, active et novatrice.

A la gauche du PS, ce n'est pas le trou noir. Où s'éteindrait inexorablement le communisme, emporté par le stalinisme en déclin. Nous avons vu, au contraire, un courant rénovateur qui, s'affirmant par son double refus du stalinisme et de la social-démocratie, acceptait l'intervention commune avec nous. Jonction inédite qui, loin de conduire à un enfermement stérile, faisait appel d'air et permettait à des courants très divers d'engager, dans l'unité, une campagne politique absolument radicale, impensable quelques semaines auparavant. Syndicalistes de toutes les centrales, féministes, écologistes, antiracistes, jeunes, animateurs des luttes et mouvements sociaux se retrouvaient au coude à coude et, dans la grisaille des crises, créaient l'événement...

C'est la force même de cette dynamique positive qui, nous emportant, nous a peut-être fait oublier les limites et fragilités de cette première re composition. Des ancrages sociaux trop faibles, des histoires et références trop différentes, des rythmes électoraux trop pesants, pour que puisse être franchi le seuil à partir duquel une force politique nouvelle aurait pu s'affirmer.

Face aux données de la situation ouverte par la victoire de Mitterrand et du PS, obligeant à de rapides réajustements pour répondre à des tâches ardues, ces faiblesses éclatèrent en divergences politiques qui, à leur tour, amenuisèrent encore la viabilité du rassemblement réalisé.

A travers la campagne Juquin, nous avons testé une possibilité : en finir avec l'idée que révolutionnaire est synonyme de marginalité ; fatalité qui ne laisserait d'autre place à ceux qui veulent peser socialement que d'intégrer le giron des « grands » : planer inconsistant dans l'éther ou ramper au sol, ailes coupées...

Nos ambitions sont autres. Prenons-en la mesure pour décider de notre politique.

... POUR SOULEVER LE MONDE

D'aucuns pronostiquent notre repli, sous le coup de la tempête essuyée, et des camarades dans nos rangs mêmes leur font écho : il n'y aurait pour la LCR d'autre voie que le « dépassement » ou le recroquevillement.

C'est mal considérer et l'époque et notre devenir. La LCR a appris de cette expérience. Acquis précieux qui ne peuvent que renforcer notre attachement au capital politique et militant de la LCR et de la IV^e Internationale. Et notre volonté d'in-

Garder le cap Pour une LCR ouverte aux recompositions

vestir celui-ci dans la construction d'un parti révolutionnaire de masse. Nous ne sommes point réceptifs aux adeptes du « dépassement pour le dépassement », ni aux apôtres des certitudes racomies : la confiance en notre programme est suffisante pour écarter ces deux formes de renoncement. Vivant, ce programme ne peut que se « dépasser » dialectiquement, dans une synthèse supérieure. Et nous savons l'organisation qui aujourd'hui le porte, la LCR, indispensable aux luttes, aux débats politiques du mouvement ouvrier et à la recomposition d'un courant révolutionnaire puissant.

Les bouleversements actuels ne sont pas pour nous démentir. Cette fin de siècle est celle des grands chambardements : krach à l'Ouest, *perestroïka* à l'Est... Les trois quarts de l'humanité qui sombre dans la misère noire, tandis que le chômage et le racisme minent les bases des sociétés industrialisées... Le mouvement syndical confronté à une grande crise de redéfinition... Ce sont bien les effets de tout cela que l'on pointe lorsqu'on dit « recomposition ».

Avec toutes celles et tous ceux, rendez-vous multiples pris et à prendre, qui aspirent à une société juste, il nous faut réinventer le socialisme comme réponse concrète à tous ces problèmes.

Nous serons entendus lorsque nous disons que ce travail ne se construira pas sur une table rase : il y faut et continuité historique, concentrée en un programme, et intervention militante, acheminée et quotidienne, dans les usines, les bureaux et les écoles... Bref, un parti révolutionnaire. Non rêve autoproclamé, mais construction vive d'un projet révolutionnaire et de son outil, sur l'assise ferme d'un programme enrichi de l'expérience même des mouvements de masse.

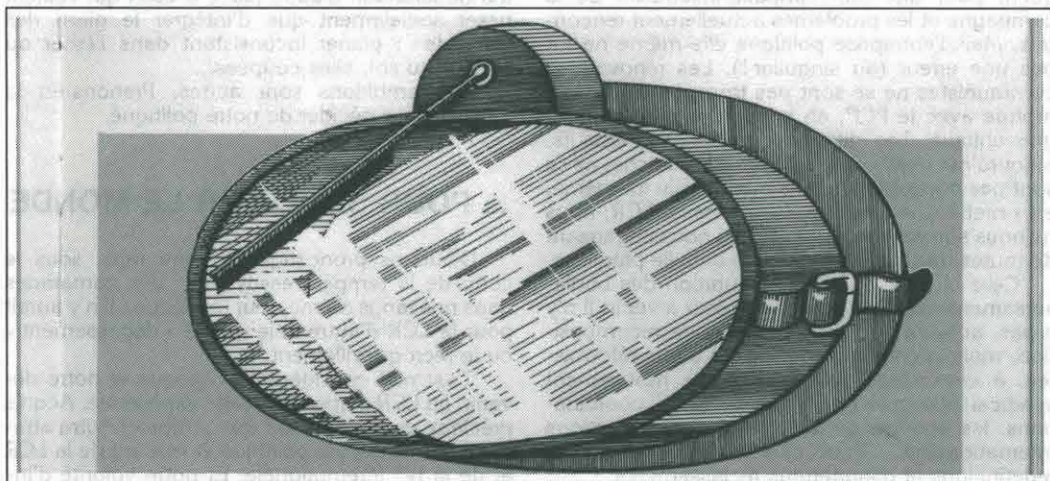
On ne peut pas imaginer un projet révolutionnaire qui n'intégrerait pas les acquis marxistes en matière d'analyse de l'Etat, de stratégie de conquête du pouvoir. Mais pas non plus qui s'écarterait des leçons du mouvement féministe, des apports du combat écologiste, ou ne tirerait

pas toutes les conséquences de la nécessaire alliance entre socialisme et liberté... Il nous faut assumer cette dynamique qui, sur la base d'un programme solide, permet à une organisation militante d'intervenir et, par-là, d'accumuler les expériences et d'enrichir son programme. Lourde tâche ? Sans aucun doute ! D'autant que nous vivons une situation que dominent les désynchronisations entre les mobilisations sociales et leur expression politique. On peut imaginer ce qu'aurait produit la conjonction du rassemblement unitaire opéré au début de la campagne Juquin et d'une lutte de l'ampleur de celle des infirmières. Tel ne fut pas le cas... Mais il n'existe pas d'autre voie que celle empruntée par nous ces derniers mois, ni de raccourci.

Se hausser à la hauteur de ces défis, telles sont bien nos ambitions. Incompatibles avec toute tentation de sectarisme, de mise en boule sur de fragiles certitudes. Nos convictions sont assez fortes pour ne pas nous faire craindre d'expérimenter avec d'autres ce que doivent être les réponses militantes qu'appellent les problèmes du temps. A l'heure où le PS concrétise sa volonté d'ouverture à droite, où le PCF conclut l'accord municipal avec le PS, où le mouvement syndical tend à se réorganiser de fond en comble, il faut construire une LCR active, efficace et ouverte. L'expérience confirme chaque jour que bien des militantes et militants sont décidés à agir sur les mêmes axes que nous. C'est avec elles et avec eux que nous devons travailler à construire le parti révolutionnaire plus nécessaire que jamais.

La première expérience de recomposition politique grandeur nature que nous venons de connaître n'a pas répondu aux espoirs ? Sans doute ! Nous n'en concluons pas qu'il convient de renoncer.

Mais, au contraire, qu'il faut persévérer. Avec davantage d'opiniâtreté pour affronter la durée, ingrédient indispensable d'une entreprise trop ambitieuse pour se faire d'un coup.



La LCR au tournant

LEONCE AGUIRRE

EVÉNEMENTS d'une portée considérable en URSS, développement des luttes, auto-organisation et rôle dirigeant de militants révolutionnaires en France, ces deux seuls éléments, parmi beaucoup d'autres, justifient et confirment, s'il était nécessaire, l'importance du programme marxiste révolutionnaire et la nécessité de construire un parti révolutionnaire à l'échelle internationale. C'est à ce moment que des camarades remettent explicitement en cause à la fois l'efficacité de notre programme dans la lutte des classes quotidienne et la nécessité de s'atteler dès aujourd'hui à la construction du parti révolutionnaire. La remise en cause est d'ampleur ; elle est également banale, car ce n'est pas la première fois que nous y sommes confrontés. La nouveauté, c'est son ampleur au sein même de la LCR et l'incapacité totale de la direction à la combattre.

Dès lors, la question du parti sera la question centrale du congrès. Un rapide retour en arrière nous montrerait d'ailleurs que c'est toujours sur les questions de construction du parti, plus que sur les problèmes de stricte orientation politique, que nous avons connu des scissions ou que nous nous sommes divisés profondément.

Face à cette situation, la direction majoritaire de la LCR s'est scindée en trois, avec trois textes différents sur la construction du parti. Le premier défend explicitement la perspective d'un dépassement de la LCR au travers de la construction d'une organisation non délimitée stratégiquement. Le deuxième réaffirme l'actualité de la construction d'un parti révolutionnaire, la nécessité dans cette perspective de construire la LCR, les possibilités de son dépassement n'existant pas actuellement. Quant au troisième, il se veut « intermédiaire », cherchant à concilier l'inconciliable sous prétexte que les divergences sur le parti n'auraient pas de conséquences pratiques importantes et qu'il ne faut pas que le congrès tranche cette question. Depuis, les trois regroupements de l'ex-majorité sont devenus deux, le deuxième et le troisième ayant fusionné. Dans la confusion politique puisque, en fin de compte, ce nouveau regroupement ne soumet aucune contribution sur la construction du parti pour l'élection des délégués au congrès. Seuls, individuellement, des camarades de ce regroupement soumettent au vote, « par ailleurs », « à côté », des textes différents sur cette question centrale. Une manière encore une fois de faire comme si l'orientation sur la construction du parti n'avait pas de conséquences pratiques majeures sur l'activité de l'organisation.

Les camarades qui ont écrit le texte « La cible, la flèche, l'archer » ont renoncé à dégager une majorité sur cette question au congrès — et c'était possible au vu des positions défendues par d'autres regroupements — au seul profit de la préservation du noyau historique de direction. Cela va ajouter à la confusion et contribuer à alimenter les tendances centrifuges. Les deux textes différents présentés individuellement par des camarades de ce regroupement, au-delà des phrases pompeu-

ses sur le rôle irremplaçable de la LCR, comportent des approches différentes et divergentes.

Dans leur contribution, « La cible, la flèche, l'archer », les camarades font une critique implicite de la politique dite de l'alternative conçue comme une orientation permanente visant à créer les conditions pour l'émergence d'une force à gauche de la gauche et dont la conséquence, selon eux, est « d'installer l'organisation et ses militants dans un état d'esprit provisoire et intermédiaire, dans l'attente angoissée de son propre dépassement (...), d'émousser la bataille programmatique au profit de la recherche a priori de compromis (...), de démobiliser les énergies au lieu de les mobiliser à contre-courant autour de quelques tâches difficiles de redressement organisationnel ». Ils indiquent aussi que, « au vu du résultat [de la campagne présidentielle], il faut savoir rectifier le tir » et rappellent dans l'annexe de leur texte que, « pour construire un parti révolutionnaire des travailleurs indépendant des appareils réformistes, la tâche de l'heure est la construction et le renforcement de la LCR. C'est la seule manière d'agir efficacement, de maintenir l'unité vivante de la théorie et de la pratique, des expériences nationales et internationales du mouvement ouvrier, et de jeter un pont entre le passé et l'avenir ».

Rien de tel dans la contribution et la motion des camarades Picquet, Robert, Tinville. Pour eux, il faut continuer à discuter et ne rien décider à ce congrès. Ce qui veut dire, traduit en langage clair, qu'il faut continuer à faire ce qu'on a fait, poursuivre la politique de l'alternative commencée il y a maintenant plus de quatre ans et dont on peut être sûr que la prochaine concrétisation se fera à l'occasion des élections municipales et européennes. Le refus déjà exprimé par certains de tout accord avec Lutte ouvrière — alors que c'est dans la situation présente la seule organisation avec qui nous pouvons envisager un accord national (ce qui ne signifie nullement qu'il serait d'ores et déjà acquis, au contraire il nécessitera une vigoureuse bataille politique, ni que cela nous dispense de nous adresser pour constituer sur des bases correctes des listes unitaires à d'autres forces se situant à gauche du PS et du PC) —, parce que cela remettrait en cause toute notre démarche entreprise depuis 1984, est tout à fait significatif.

Il ne s'agit pas de clore le débat sur la question de construction du parti révolutionnaire (ce débat ne sera jamais clos), mais simplement de décider : a) si oui ou non notre perspective est toujours de construire un parti révolutionnaire et de nous y atteler dès aujourd'hui ; b) si oui ou non nous pensons que la Ligue — avec ses limites — est dans la situation actuelle le meilleur des instruments pour avancer dans ce sens, que les conditions de son dépassement ne sont pas réunies (et qu'il est inutile de chercher à les réunir vainement) et que nous consacrons toutes nos forces à sa construction qui passera pour l'essentiel par notre capacité sur la base d'une orientation de front unique à intervenir dans les luttes, les

La LCR
au tournant

mobilisations des travailleurs et de la jeunesse et dans la recomposition du mouvement ouvrier tout en faisant des choix organisationnels conséquents.

Tout le reste, c'est du blabla qui ne vise qu'à esquiver les choix essentiels que nous avons à trancher. Notamment toute la problématique du parti centriste... « *Et s'il apparaissait une organisation centriste de masse, que feriez-vous ?* », nous demandent des camarades cherchant à débusquer le sectarisme. Si apparaissait une organisation de plusieurs milliers de militants, implantée dans la classe ouvrière, partie prenante des luttes et des mobilisations sociales, défenseur acharné des revendications ouvrières, alors, oui, nous devrions discuter de notre attitude à son égard qui pourrait, c'est une des hypothèses, nous amener à en être partie prenante même si subsistaient des divergences programmatiques importantes dont nous ferions l'appréciation qu'elle pourraient se résoudre dans le cadre d'une activité commune. Le problème est que cette perspective n'est pas d'actualité et que les camarades font constamment un tour de passe-passe qui consiste à justifier leur orientation de l'alternative ou celle mise en œuvre lors de la campagne Juquin au nom de cette hypothèse.

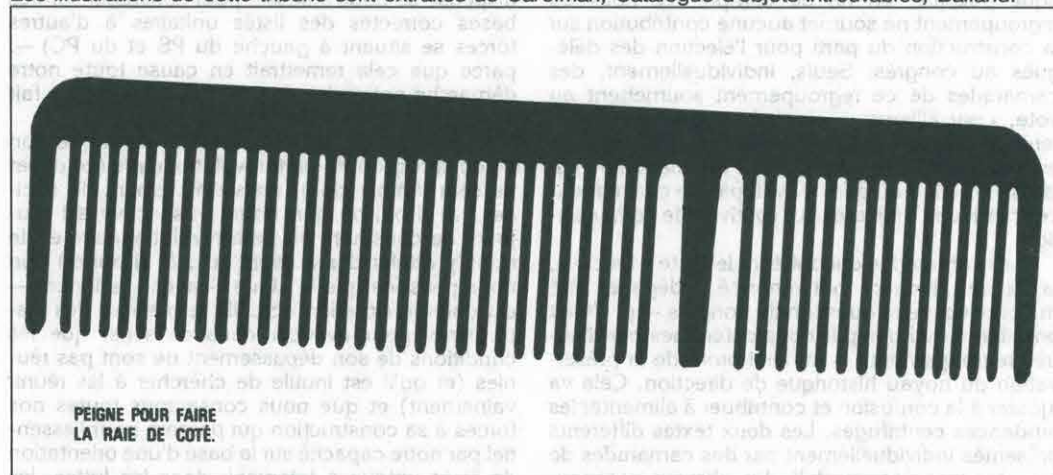
Or, c'est de tout autre chose qu'il s'agissait. La politique de l'alternative visait à constituer un axe de résistance face à une longue période de crise du mouvement ouvrier et de passivité de la classe ouvrière. Non seulement elle reposait sur une erreur de pronostic, mais elle s'est avérée comme étant étrangère aux mobilisations, aux mouvements sociaux, aux phénomènes d'auto-organisation et nous a conduits à une politique unitaire privilégiée avec des organisations (PSU, PAC, FGA) qui avaient abandonné toute perspective révolutionnaire et qui se sont d'ailleurs toutes dissoutes ou sont en voie de l'être dans la Nouvelle Gauche, dont les références politiques relèvent du réformisme le plus plat.

Quant à la campagne présidentielle, elle devait nous permettre, outre le fait de mener une

campagne de masse autour du thème « battre la droite sans recommencer 1981-1986 » (ce qui impliquait notamment la défense intransigeante des revendications ouvrières, la critique sans concession de la politique menée par le PS et le PC, la nécessité de développer les mobilisations, les luttes, l'autoorganisation), de tisser des liens avec les renovateurs et d'essayer d'en faire évoluer une partie vers une politique révolutionnaire par notre capacité à diriger les mobilisations, les luttes, les entraîner dans l'action, et par le débat politique. Cet objectif n'a pas été atteint, même embryonnairement. Ce qui s'explique pour partie par notre orientation opportuniste tant à l'égard de Juquin que des renovateurs eux-mêmes, dont nous avons constamment surestimé tant la réalité numérique que leur degré de rupture avec le réformisme, orientation en fin de compte logique avec la volonté de la direction d'inscrire notre politique à leur égard dans le cadre plus général de l'orientation dite de l'alternative.

En conclusion : remettre au centre de notre activité la construction de la Ligue, arrêter définitivement la politique de l'alternative et nous mettre au travail. Car il ne suffit pas de proclamer la nécessité de construire la Ligue, ni de mettre en avant quelques recettes organisationnelles. Il faut en tirer toutes les conséquences en termes de choix d'intervention et de construction, en termes de choix de direction, le centre de gravité de notre intervention devant se situer dans les entreprises et dans la jeunesse. C'est au prix d'un effort important, patient, que nous pourrions redonner une cohérence à la construction de la LCR par notre capacité à être partie prenante et à l'initiative des luttes et du développement de l'auto-organisation, à nous lier aux phénomènes de radicalisation, notamment dans la jeunesse, à être capable d'intervenir dans la recomposition du mouvement ouvrier. C'est ainsi aussi que nous pourrions dépasser nos divisions et éviter l'éclatement politique et organisationnel qui nous menace. Tel est le choix que nous devons faire à ce congrès.

Les illustrations de cette tribune sont extraites de Carelman, Catalogue d'objets introuvables, Balland.



PEIGNE POUR FAIRE
LA RAIE DE COTÉ.

UN NUMERO HORS SERIE DE "CRITIQUE COMMUNISTE"

**Critique
Communiste**

revue de la Ligue Communiste Révolutionnaire

n° hors série

1988

QUATRIEME
INTERNATIONALE

n° 31

décembre 1988

45 F



*pour
l'europe
des
travailleurs !*

SPECIAL EUROPE

**Critique
Communiste**

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Redaction et administration : 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tel : 48.59.00.80
Directeur de la publication : **Christian Lamotte**, Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551